

est  dit  par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.



Espace de Libertés est distribué à tous les membres des associations affiliées au CAL/Brabant Wallon grâce à une participation financière de cette régionale.

Rédaction, administration et publicité

Directeur: Patrice Dartevelle
Rédactrice en chef: Michèle Michiels
Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet
Production, administration et publicité:
Fabienne Sergoyenne
Iconographie: Michèle Michiels
Comité de rédaction: Mireille Andries,

Jean Charlier, Patrice Dartevelle, Xavier De Schutter, Julien Dohet, Jérôme Jamin, André Koeckelenbergh, Yolande Mendes da Costa, Jacques Rifflet, Johann s Robyn, Frédéric Soumois, Serge Vandervorst.

Fondateur: Jean Schouters

Membre d'honneur: Ghislaine De Bièvre

Documentation: Anne Cugnon

Impression: Massoz s.a., Liège

ISSN 0775-2768

CAL: Campus de la Plaine ULB, CP 236, avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles.
Tél.02/627.68.68 - Téléfax 02/627.68.61.
E-mail: espace@cal.ulb.ac.be

Site du mouvement laïque:
<http://www.laicite.be>

Abonnements:
Pour 10 numéros:
Belgique: 18  , étranger: 26 à
Pour 10 numéros + 2 Documents:
Belgique: 20  , étranger: 32 à
par virement au compte
n 210-0624799-74 du CAL.



Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).

Avec le soutien de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en éducation et du Pilotage interréseaux.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.

En couverture:   Fotostock.
Notre dossier: *Aller de mal en psy?*, pages 4 et suivantes.

s o m m a i r e

�ditorial	
Que faire face à l'extrême droite? – Patrice Dartevelle	3
Dossier: Aller de mal en psy?	
Le marché de l'angoisse – Jean-Claude Dortu	4
Aller de mal en psy...? - Un entretien avec Thierry Melchior.	
Propos recueillis par Michèle Michiels	7
Jamais sans son psy! – Fernand Letist	9
Les évolutions de la psychiatrie – Georges Hougardy	10
Internet, le dernier salon où l'on cause... – Olivier Swingedau	12
Laïcité dans le monde	
Italie et évolution - Réplique à une décision incompréhensible – Daniele Formenti	14
L'enseignement de l'évolution en péril – Charles Susanne	15
Laïcité	
Ghislenghien - Des funérailles partiales – Philippe Grollet	17
�thique	
Le caillou de Spinoza. L'entretien de Jean Sloover avec Pascal Durand	18
Euthanasie - La France sourde, muette et aveugle – Jacqueline Herremans	20
Humeur	
Francophonie et facilités: deux enjeux ringards? – Marcel Bolle De Bal	21
Société	
Le scrutin fédéral 2003 revisité – Pascal Delwit	22
Monde	
La Tch�t�ch�nie, victime du 11 septembre – Pierre Vanrie	24
Europe	
LEurope des antis – Pascal Martin	26
Religion	
Enfer d'enfance – Aurore d'Haeyer	28
L'�glise doit payer – Patrice Dartevelle	30
Peut mieux (?) faire – Xavier De Schutter	31
Culture	
L'animal et l'architecture – Ben Durant	32
Les lecteurs nous écrivent	33
Agenda	34

Vient de paraître
La Pensée et les Hommes (n 55)
Religion et laïcité, ennemis irréductibles?

Deux semaines après les attentats du 11 septembre, le Groupe Orval, qui s'efforce de trouver des convergences au-delà des divergences spirituelles, ouvrirait un colloque pour s'interroger sur les rapprochements possibles entre religion et laïcité. Ce volume constitue les actes de ce colloque, hanté par une actualité brûlante.

Avec la participation de personnalités de premier plan venues des différents horizons philosophiques.

Le numéro: 12 à au lieu de 15 à
pour les abonnés d'Espace de Libertés

Abonnement annuel: 25 à pour trois numéros
Abonnement de soutien: 30 à ou plus

Virement sur le compte n 000-0047663-36 de La Pensée & les Hommes,
avenue Victoria 5, 1000 Bruxelles. Communication: abonnement 2004.

Que faire face à l'extrême droite?

Une fois de plus, les résultats des dernières élections, celles du 13 juin, manifestent une hausse importante de l'extrême droite.

Additionnés, Vlaams Blok et Front national obtiennent 18,1% des voix contre 13,7 % aux élections fédérales de 2003. Dans le détail, cela fait 24% en Flandre et 4,7% à Bruxelles pour le Vlaams Blok, 8,1 % en Wallonie et 4,7% à Bruxelles pour le FN et 46 sièges de conseiller régional (38 pour le Vlaams Blok et 8 pour le FN). En Flandre, pour contenir l'extrême droite dans la minorité parlementaire, il n'y a pas d'autre solution que l'union des trois partis traditionnels, avec tout ce que cela veut dire de politique incolore de compromis (sauf pour en remettre encore sur le nationalisme) et d'immobilisme.

Tous les démocrates se prennent la tête entre les mains, spécialement en Flandre: que l'on ignore le Blok, qu'on le diabolise ou qu'on argumente, rien ne l'empêche de progresser aux élections.

On a essayé de culpabiliser les médias et spécialement la VRT mais il faut se rendre à l'évidence avec Peter Vandermeersch, le rédacteur en chef du *Standaard*: «le Vlaams Blok n'est pas devenu grand grâce aux médias, mais malgré eux»¹.

Que faire donc pour lutter contre l'extrême droite? Jean-Michel Heusquin, le président du CAL Liège, a certainement raison quand il parle de réinvestir dans la culture et l'éducation permanente et de repenser l' cole². Que dire d'autre?

Balayer devant sa porte

Je crois qu'il faut énergiquement balayer devant sa propre porte. On songe au tort fait par l'incroyable Daniel Ducarme à la démocratie tout entière. Il ne faut pas oublier les affaires Agusta et Dassault, l'assassinat d'André Cools et le rôle qui y jouent un ministre et son cabinet, les démêlés judiciaires sans fin de différentes autorités communales anversoises, sans parler de faits plus petits mais attristants³.

Ces  v nements manifestent une attitude d'irresponsabilité généralisée, d'estompement de la norme, comme on l'a dit dans un joli euphémisme, qui n'est pas sans lien avec la montée de l'extrême droite⁴.

Ceci ne veut pas dire que les représentants de l'extrême droite soient des parangons de vertu. On demeure stupéfait quand on voit que le 3  suppléant du FN pour Charleroi a été arrêté pour avoir escroqué un aveugle septuagénaire le 9 juin dernier⁵. Peu importe: les démocrates doivent être plus vertueux.

Innover

Je crois aussi que nous sommes trop conformistes, notamment dans le mécanisme de nos institutions, malgré l'apparente bougeotte belge. Les principes de base de notre système politique datent du XIX  siècle. Les nécessités de la lutte contre le nazisme et ensuite contre l'Union soviétique et la victoire contre ces deux adversaires ont absolutis  des formes circonstanci elles qui ont parfois évolué bizarrement.

Faut-il tant craindre la désignation des membres des exécutifs par l'électeur?

Un système où l'électeur désigne celui qui veut terminer la guerre du Vietnam ou celui qui veut la continuer ou choisit

entre Mitterrand ou Chirac responsabilise davantage que des accords entre  tats-majors de partis.

Quand clarifiera-t-on le rôle des cabinets ministériels, des administrations et d'autres instances? Est-il normal qu'un ministre accorde son agrément à un candidat chirurgien alors que la commission *ad hoc* d'agrément composée de spécialistes le refuse⁶.

L'Europe

Un autre point est à clarifier. Le vote obligatoire a masqué en Belgique l'abstention massive partout ailleurs aux élections européennes, révélatrice du désintérêt de l'opinion et des hommes politiques eux-mêmes pour l'Europe.

Or la question du cadre de la vie démocratique est essentielle. Tant l'électeur que le monde politique jouent un rôle des plus troubles: on parle vrai dans les discussions entre  tats à Bruxelles et quand l'opinion intérieure s'étonne des changements les plus nécessaires si l'Europe veut dire quelque chose (comme la fin des monopoles publics ou parapublics nationaux), on prétexte de son impuissance, on masque ce qu'on a fait à l'Union européenne. Comme le dit Jürgen Habermas, «il existe une disproportion caricaturale entre l'influence profonde de la politique européenne sur nos vies et le peu d'attention que lui accordent les opinions publiques nationales»⁷.

Se rend-on compte que plus de la moitié des législations nationales ne sont aujourd'hui que la transcription des directives et autres textes europ ens⁸?   titre de symbole, dans un des  tats-nations les plus consistants d'Europe, la France, la Cour constitutionnelle vient de se rendre à l'évidence: elle s'interdit désormais de censurer une loi qui transpose une directive communautaire en droit int rieur⁹.

 tre soi-même

Un écueil est à éviter absolument dans la lutte contre l'extrême droite: appliquer sans elle ses idées pour apaiser ses électeurs. Certes il ne sert à rien de persévérer dans l'erreur. Ainsi l'arrestation de Michel Fourniret nous apprend qu'en France même les condamnations lourdes sont effacées du casier judiciaire. Qu'elles ne puissent plus être prises en compte pour déterminer une peine peut se discuter mais masquer les faits aux policiers et aux responsables est un non-sens.

Il faut vivre clairement ses valeurs et dans ce registre, la désignation du côté francophone de ministres communautaires, régionaux ou fédéraux issus de l'immigration après l'élection d'un nombre sans pr c dent de conseillers régionaux immigrés de première ou deuxième génération en tout cas à Bruxelles est un geste remarquable et positif.

Lors des négociations communautaires annoncées pour l'automne, verra-t-on une délégation flamande emmenée par un immigré wallon de deuxième génération tenter de faire valoir agressivement ses objectifs identitaires à une délégation francophone emmenée par ce qui apparemment n'est pour les Flamands qu'un rital entouré d'une beurette et d'une black?¹⁰

Patrice Dartevelle

1 Carte blanche dans *Le Soir* des 19 et 20 juin 2004.
2  ditorial de *Salut et Fraternité* n 49 (avril-mai-juin 2004).
3 Je vise la rixe provoquée par un député permanent et sa fille députée fédérale lors de quelque ribote, cf. *Le Soir* du 29 juillet 2003.
4 Jean-Pierre Stroobants, «La Belgique est un fait divers», *Le Monde* du 2 juillet 2004.
5 *Le Soir* des 25 et 26-27 juin 2004.
6 Carte blanche de la commission d'agrément, «Conduire une intervention chirurgicale sans permis», *Le Soir* du 8 juillet 2004.
7 Propos recueillis par Paolo Valentino dans le *Corriere della Sera*, *Courrier international* n 711 (17 au 23 juin 2004) p. 17.
8 Cf. la déclaration de Hubert Haenel, président de la délégation du Sénat (français) pour l'Union européenne, *Le Monde* des 13-14 juin 2004.
9 *Le Monde* du 17 juin 2004.
10 J'ai abordé la question du discours politique dans *Espace de Libertés* n 312 (juillet 2003) p. 3.

Le marché de l'angoisse

Que ce soit lors d'un deuil, pour un sevrage tabagique, ou un manque existentiel, on y recourt aujourd'hui autant que pour des troubles psychiques répertoriés (dépressions, phobies, TOC...). Mais comment choisir «son» psy ou du moins le type de démarche? Tentons de classer les principales techniques en vigueur chez nous. Le critère sera la longueur du traitement.

Le plus long d'abord: la *psychanalyse*. Le psychiatre Sigmund Freud a mis au point une technique, qu'il destinait aux troubles névrotiques (angoisses, hystérie, troubles obsessionnels): une écoute, appelée interprétative, dans laquelle le praticien n'intervient pas sur le présent du sujet mais sur les affects vécus dans l'enfance et l'adolescence. Affects «refoulés» dans l'«inconscient» et censés se répéter dans le présent, projetés qu'ils sont sur d'autres personnes. Ce serait la source de la souffrance psychique et de comportements inadéquats. Pendant la cure, ils se répètent dans la relation à l'analyste, à travers les rêves, les fantasmes et mille événements (oublis, retards, contestations, fous rires...); le cadre strict de la séance, seul, en permet l'analyse. La règle: tout dire. L'analyste aide le sujet à comprendre qu'il répète au lieu d'innover. Cela coûte cher, en temps, en énergie... et en argent. Freud a été adapté par ses successeurs: Melanie Klein, Carl Gustav Jung, Jacques Lacan... On a reproché à cette démarche de n'être pas «scientifique»: la critique n'est, relativement parlant, pas fondée, dans la mesure où il s'agit, non de retrouver une «vérité» par une sorte d'archéologie du sujet, mais de trouver ce qui fait «sens» pour lui. Il lui est également reproché d'ignorer l'urgence et l'efficacité, ce qui est vrai, mais la psychanalyse est plus une école de connaissance de soi qu'une psychothérapie. De nos jours, les praticiens ont assoupli la règle et mis au point une *psychothérapie psychanalytique*, plus courte (deux entretiens hebdomadaires en face à face, pendant deux ou trois ans).

En ce qui concerne le *psychodrame analytique*, le patient y «joue» les scènes traumatisantes de son histoire autant qu'il les «dit»: cette approche favorise l'expression émotionnelle et s'appuie sur les réactions du groupe.

D'autre part, dans la lignée freudienne, sont nées les *psychothérapies analytiques à médiation corporelle*, dans lesquelles le sujet s'exprime aussi par ses attitudes corporelles.

Mentionnons la *sexothérapie analytique* (de quelques séances à deux ans). Elle travaille sur les rêves, les fantasmes et les sensations.

Dans tous les cas qui précèdent, soulignons l'importance de la mise en mots, de la relation à l'analyste, des conditions du travail, et de la prise de conscience, laquelle ne se confond pas avec la connaissance rationnelle: la lecture d'une recette ne se confond pas non plus avec un repas.

Dans notre société en mal de repères, l'individu trouve parfois lourd d'assumer seul ses difficultés: faute de confesseur, ou de médecin de famille à l'écoute, la psychothérapie s'est banalisée.

Distinguo

En Belgique, il est des titres protégés, d'autres qui ne le sont pas.

Psychiatre	Médecin spécialiste qui traite en particulier les malades mentaux sévères. Essentiellement, il diagnostique et prescrit. À la faculté, il a reçu peu ou pas de formation à la psychothérapie mais il peut se former dans diverses sociétés. La consultation est partiellement remboursée.
Psychologue	Non-médecin; universitaire, il a, en licence, choisi entre trois options, dont la psychologie clinique, qui, seule, prépare à la psychothérapie; il peut continuer à se former après les études théoriques dans les instituts privés déjà mentionnés. Le titre est protégé par la loi.
Psychanalyste	N'est pas nécessairement psychiatre ni psychologue. Il pratique une écoute spécifique, selon une procédure stricte comprenant notamment le divan: c'est une technique parmi toutes les autres. La psychanalyse n'est pas remboursée. Le titre de psychanalyste n'est pas protégé.
Psychothérapeute	Comme le psychanalyste, il n'est pas nécessairement médecin ni psychologue. Il se forme dans une ou plusieurs techniques. S'il n'est pas médecin, pas de remboursement. Le titre n'est pas protégé.

L'efficacité de la psychanalyse en matière de guérison de symptômes varie d'un sujet à l'autre; en tous cas, après la cure, l'analysé (s')entend autrement, spécialement dans ce que les souffrances ont à lui dire de son être-au-monde. Quelle que soit la technique de psychothérapie de toute façon, aucune ne peut garantir l'élimination de l'angoisse et de la tristesse, qui font partie, sauf pour les sages, de la condition humaine.

Examinons maintenant les psychothérapies à durée moyenne: de un à trois ans (une séance hebdomadaire), le courant des psychothérapies *made in USA*, mises en vogue chez nous dans les années septante.

D'abord, la *thérapie centrée sur le client*, de Carl Rogers. Il s'agit d'entretiens en face à face, pendant lesquels le praticien et le client (non le patient) s'engagent de personne à personne: le thérapeute rogerien est chaleureux, actif dans ses interventions. Son attitude, fort éloignée donc de la neutralité psychanalytique, est vécue par le client comme un renforcement de l'estime de soi ainsi que de l'autonomie. La *relation d'aide* (écoute pastorale, guidance scolaire, assistance psychologique en milieu hospitalier,...) s'inspire de Rogers autant que de Freud.

Dans le même courant des années septante, l'*analyse transactionnelle* d'Eric Berne se pratique souvent en groupe. Le client y découvre comment il vit avec lui-même et les autres, et il apprend à changer ses conceptions sur lui et l'existence, les émotions liées à ses conceptions, et les comportements jugés par lui inadéquats.

Pour ce faire, Berne et ses successeurs utilisent des concepts opératoires mis à la disposition du client (ce qui n'est pas le cas en psychanalyse). Par exemple, le P-A-E: chaque personne «échangerait» tantôt avec son Parent (le siège de l'appris: normes, valeurs, interdits, permissions), tantôt avec son Adulte (le siège du pensé: l'ordinateur interne), tantôt avec son Enfant (le siège du senti), appelés les trois «états» du Moi. Le risque est l'intellectualisation. Pour le réduire, bien des praticiens combinent l'A.T. avec une autre approche, comme celle qui suit.

La *gestalt therapy* de Friedrich Perls ne tire pas son originalité des concepts (proches de la psychanalyse), mais de l'accent mis sur les émotions et sensations. Elle se veut autant une méthode à l'usage de patients gravement perturbés qu'une méthode de mieux-être pour tous. Elle

se pratique souvent en groupe et utilise la «mise en action». Par exemple, s'il s'agit de travailler un rêve, le client est invité à jouer chacun des aspects du rêve, chacun étant supposé exprimer un aspect du rêveur.

La *bioénergie* d'Alexander Löwen met l'accent sur le corps et l'émotion. Elle propose des «exercices» qui amènent une «prise de conscience» émotionnelle de conflits anciens qui seraient inscrits dans le corps...

Des thérapies courtes

La bioénergie et la *gestalt* ont souvent fait l'objet de séquences télévisées hors contexte qui nuisent à leur image: les expériences dont il s'agit sont à vivre de l'intérieur, et non à montrer, tout comme un rituel initiatique.

Toutes ces thérapies ont tenu le devant de la scène et concurrencé la psychanalyse, dans les années 70-80. Elles sont à leur tour concurrencées chez nous par la *nouvelle hypnose* de Milton Erickson, les tenants de la *thérapie brève - modèle Palo Alto* ainsi que par la *programmation neuro-linguistique*, toutes deux issues de l'œuvre de Milton Erickson. Les trois thérapies se veulent courtes: en moyenne de quelques semaines à un an. Ces démarches

ont en commun de ne pas considérer comme indispensables l'exploration du passé et la «prise de conscience» d'une histoire jugée reconstruite. Elles mettent l'accent sur le présent et le changement. C'est dire qu'il s'agit de bien cerner la demande et de définir des objectifs: un problème à résoudre. La quête identitaire au long cours n'est pas de leur compétence. L'inconscient comme «organe» ou comme «lieu psychique» y est considéré essentiellement comme une image: les «phénomènes» non-conscients par contre sont pris en

compte. Ainsi par exemple, observer et exprimer qu'une personne n'est pas consciente d'avoir les poings serrés tandis qu'elle dit n'être pas en colère ne suppose pas nécessairement la croyance en l'«inconscient».

Les trois démarches utilisent également l'hypothèse d'une double modalité du fonctionnement psychique; tantôt une activité analytique, discursive, rationnelle, tantôt une activité associative, intuitive, synthétique. Pendant l'hypnose, l'activité rationnelle du cerveau est suspendue au profit de la seconde. Dès lors, on peut considérer que l'hypnose, comme état modifié de conscience, est assez banale et quotidienne: par exemple, n'importe quel élève qui rêve ➤

Il n'y a pas de psychothérapie toute-puissante. La psychothérapie relève de l'art autant que de la science quand ce n'est pas du folklore.

en classe la pratique, tout comme Jourdain faisait de la prose sans le savoir.

Les deux premières démarches s’adressent aux individus mais aussi aux couples et aux familles. Il existe également des thérapies familiales et de couples basées sur d’autres modèles théoriques. Toutes travaillent sur le système «interactionnel» des protagonistes de la relation souvent convoqués ensemble, plutôt que sur l’«histoire» d’un membre de la famille ou du couple: c’est l’approche systémique. Un mot encore sur l’expression «programmation neurolinguistique». «Notre» monde ne serait pas «le» monde, mais une «carte personnelle du territoire». Quand notre carte ne correspond pas/plus avec le territoire, la thérapie aide le client à «modifier sa carte». Celle-ci, nous l’avons fabriquée et «imprimée» avec le cerveau, les sens et notre culture, c’est-à-dire notre langue. L’insistance sur les circuits neuronaux et le langage a donné l’adjectif «neurolinguistique». Le nom «programmation» vient de ce

domaine, pas plus qu’elle n’est celui de l’hypnose ou des autres thérapies brèves.

Un best-seller

Et que dire du dernier arrivé sur le marché de l’angoisse? David Servan-Schreiber et son livre *Guérir de l’angoisse et de la dépression sans médicaments ni psychanalyse*?¹ Un record de vente absolu! Du livre, le public retient surtout l’EMDR (*Eye Movement Desensitization Reprocessing*), basé sur les mouvements oculaires. Elle a été mise au point par le Dr F. Shapiro aux États-Unis: celle-ci avait remarqué que, lorsqu’elle avait un problème et qu’elle bougeait les yeux pendant un certain temps de gauche à droite, pensées et sentiments négatifs diminuaient. À partir de là, elle mit au point une procédure au protocole très précis qui a fait ses preuves (tests en université) dans le traitement des états post-traumatiques tels que ceux qui suivent viols, incestes, car-jackings et autres chocs de guerre. David Servan-Schreiber a popularisé l’EMDR en l’insérant dans un ensemble de moyens issus de sa pratique. Celui-ci comprend l’exercice physique, des compléments alimentaires, l’acupuncture, la relaxation cardiaque, etc.

Quelles que soient l’intelligence et l’utilité de la nouvelle démarche, pourquoi un tel succès? Il y a d’abord l’image très médiatique de l’auteur: «il» n’est pas seulement beau, il a l’air gentil et rassurant. En outre, cette image profite d’un support: la revue *Psychologies* (rédacteur en chef: J.-L. Servan-Schreiber, cousin de David) donne un fameux coup de main au docteur-miracle. J’ironise un peu: le public aime statufier les hommes de talent, surtout s’ils sont parés de titres et d’expériences universitaires. Le mythe déjà nommé de la scientificité «garante de l’efficacité» est à l’œuvre là encore. L’EMDR promet également le succès en un temps record: à l’ère du *fast food*, l’argument compte lui aussi. Enfin, c’est que le titre racoleur du livre flatte et fascine. Il joue sur le fantasme de toute-puissance, dans une société où l’angoisse et la dépression sévissent: vous serez comme des dieux...

Il n’y a pas de psychothérapie toute-puissante. La psychothérapie relève de l’art autant que de la science quand ce n’est pas du folklore. Quand bien même, aucune science ni aucune technique ne répondront jamais au désir de bonheur absolu et permanent, spécialement à une époque où ledit bonheur apparaît comme un impératif. Il y a là un autre mythe à l’œuvre depuis les Lumières. On disait jadis que le bonheur n’était pas «de ce monde» et on l’espérait dans l’au-delà. On cherchait aussi non dans le plus-avoir mais dans le plus-être: la sagesse; et c’était la quête d’une vie entière. De nos jours, on nous parle encore de sagesse, mais parfois comme d’un bien de consommation ou d’un hobby parmi d’autres! Le succès des psychothérapies et des groupes d’évolution correspond en partie à ce désir. Il y a là toutefois une part de réalité: quelles que soient les dimensions collectives du mal de vivre, c’est dans un corps individuel qu’il se ressent. Les démarches énumérées ci-dessus méritent souvent le respect dû aux êtres en souffrance et à leurs soignants, souvent sérieux. Autant de respect et plus que l’attitude de celui qui anesthésie son mal de vivre dans le vin, la bouffe, le bavardage, l’activisme, le missionnariat baptisé ou non, le goût du pouvoir, toute fuite, ou tout divertissement, aurait dit Pascal. Quant au «tout psy» au service de l’entreprise et du marché, c’est un autre problème: en confondant tout, ne nous donnons pas bonne conscience à peu de frais. ■

Jean-Claude Dortu

Aller de mal en psy...?

Un entretien avec Thierry Melchior*

Le foisonnement des théories thérapeutiques ne peut occulter les incertitudes à leurs propos. Ce qui importe, c’est d’aider le patient à résoudre ses difficultés de vie.

Le titre de votre dernier livre, *100 mots pour ne pas aller de mal en psy* est en forme de jeu de mots. Comment faut-il le comprendre?

Thierry Melchior: Principalement de deux façons. Il s’agit tout d’abord de proposer au lecteur une série de moyens qui peuvent éventuellement lui éviter de devoir aller consulter un psy. Il me paraît possible, en effet, de résoudre par soi-même un certain nombre de difficultés de vie, notamment en apprenant à repérer quelques-uns des cercles vicieux qui participent le plus souvent à leur développement. Mais l’expression comporte évidemment aussi une connotation un peu critique par rapport au monde des psys.

Commençons peut-être par ces cercles vicieux. Pourriez-vous en donner des exemples?

Il y a par exemple ceux qui sont suscités par la peur. Ainsi, quand on a peur de quelque chose, on aura tendance à éviter cette chose. Mais en l’évitant, tout se passe comme si l’on s’adressait à soi-même un message implicite, un message qui légitime cette peur. Souvenons-nous que comme les stoiciens le savaient déjà, ce n’est pas la réalité qui peut me faire peur mais la représentation que je m’en fais. Plus j’ai peur de prendre le métro, plus je vais l’éviter, mais en l’évitant, ce que je me dis, c’est qu’il y a vraiment de quoi en avoir peur. Donc, en pratiquant l’évitement, je construis ma représentation du métro comme celle de quelque chose d’objectivement toujours plus périlleux pour moi. Je légitime ainsi le bien-fondé de ma peur et je la renforce. Et ce qui est vrai pour les stratégies d’évitement l’est tout autant pour les stratégies de contrôle. Plus j’évite ou plus je contrôle, plus je renforce ma peur. Pour sortir de ce cercle vicieux, il s’agit de modifier les croyances, ce que l’on peut faire par un travail de réflexion critique ou par certaines formes d’autohypnose, mais aussi et surtout par l’action: en commençant à affronter la peur.

C’est une approche comportementale?

Qu’entend-on par «comportementale»? Nos actes ne sont pas seulement la conséquence, le sous-produit de nos pensées et de nos affects conscients ou inconscients. Ils exercent manifestement un effet en retour sur ceux-ci. J’agis en fonction de ce que je pense et ressens, mais ce que je pense et ressens résulte tout autant de ma façon d’agir. Il ne saurait donc exister de changement qui serait «purement comportemental». C’est pourtant ce que les

thérapeutes d’inspiration psychanalytique pensent: ils croient que si l’on propose au patient de modifier ses actions, le résultat sera purement superficiel, artificiel, plaqué et donc temporaire, tandis que sa manière d’être, de penser et de ressentir tant consciente qu’inconsciente resterait inchangée. Ils ont tort, et de nombreuses expériences de psychologie sociale en témoignent.

D’où leur vient une telle croyance, selon vous?

C’est là la tâche aveugle des courants psychodynamiques inspirés par Freud. Le modèle théorique de Freud est fondamentalement inspiré par le schéma de l’arc réflexe: un stimulus active un neurone sensible qui stimule un neurone moteur activant un mouvement musculaire. Dans ce schéma, l’action est en bout de course. Elle est une simple conséquence, un simple effet. On peut aussi penser que Freud est influencé par le primat théologique séculaire de l’âme sur le corps: l’action participe du corps, elle est donc moins noble que le verbe et l’esprit. Dans le modèle freudien, il est donc impensable que le changement passe par l’action. Il ne peut passer que par la parole, la mise en mots et en pensées et la compréhension de ce que l’on ressent.

Vous pensez que la compréhension n’est pas utile en thérapie?

La compréhension est largement une illusion. Si dix clones d’un même patient consultaient dix psys différents, ils «comprendraient» des choses largement différentes. Le sens qu’ils assigneraient à leurs difficultés, les causes qu’ils leur «découvriraient» varieraient considérablement, et cela, dans une très large mesure en fonction des croyances théoriques de leur psy. Ils découvriraient des choses «kleiniennes» chez un kleinien, des choses «jungiennes» chez un jungien, des choses «lacaniennes» chez un lacanien, etc.

Le psy n’est jamais neutre, alors?

Comme l’énonce l’École de Palo Alto, «*on ne peut pas ne pas communiquer*», ce qui revient à dire qu’on ne peut pas ne pas influencer. La nature des questions que l’on pose au patient, le fait qu’on les pose à tel sujet plutôt qu’à tel autre, la façon dont on interprète, le fait qu’à certains moments on se taise et qu’à d’autres on reprenne un propos ou que l’on fasse «mmh, mmh», tout cela influence inévitablement le patient, qu’on le veuille ou non, et l’amène subrepticement à orienter son discours et à créer du sens dans telle direction plutôt que dans telle autre.

On ne pourrait donc jamais découvrir la vérité sur ce que l’on vit?

Non, on peut seulement assigner telle signification plutôt que telle autre. Une signification différente, mais pas forcément plus vraie. Pour être absolument certain que c’est bien tel ou tel facteur, comme une mauvaise relation à la mère ou un deuil à l’âge de huit ans, qui est responsable des difficultés d’aujourd’hui, de la boulimie ou des TOC (troubles obsessionnels compulsifs), par exemple, il faudrait faire revivre toute sa vie au patient, depuis sa conception, sans ces facteurs, pour voir si la boulimie ou les TOC se produiraient quand même.

Walter Swennen - Exposition «*In partes tres*»- Mac’s, Grand-Hornu jusqu’au 3 octobre 2004 - in PIF, 240 pages (memento, coédition Cera Foundation, La Lettre volée et le Grand-Hornu).

que nous nous programmons sans cesse, à travers nos croyances par exemple, ou nos comportements répétitifs. Nous pouvons nous reprogrammer.

Les termes susmentionnés sont, une fois de plus, des images, tout autant que ceux d’«appareil psychique», d’«économie» pulsionnelle ou d’«énergie» sexuelle, qu’utilise la psychanalyse, qui les emprunte à la physique à la mode au temps de Freud.

Et maintenant, examinons les grandes rivales de tous les modèles présentés: les *thérapies cognitivo-comportementales*. Elles présentent bien des traits communs avec d’autres thérapies moyennes ou brèves: intérêt pour le changement concret, travail des problèmes précis, refus de s’attarder à l’analyse, brièveté,... Alors pourquoi la rivalité? C’est que les thérapies cognitivo-comportementales sont les seules à s’appuyer sur des études et des tests, des protocoles d’intervention rigoureux ainsi qu’une évaluation statistique des résultats. Leur efficacité dans le domaine des troubles obsessionnels compulsifs (TOC) et des phobies en particulier, est indéniable. Elles ont donc une prétention scientifique qui fascine à une époque rationaliste et scientiste comme la nôtre. Le mythe de l’efficacité dans notre société néolibérale est pour quelque chose dans leur succès. La question du sens de la vie, de l’angoisse existentielle, d’une vérité du sujet n’est pas de leur

¹ Éditions Robert Laffont, 2003.

Jean-Claude Dortu est enseignant et animateur du Centre de guidance de l’école où il travaille. Il s’est, pendant 25 ans, à des titres divers, intéressé aux techniques de psychothérapie et a publié plusieurs ouvrages et articles sur les sujets évoqués ici.

* Thierry Melchior est psychologue et philosophe. Il travaille en tant que thérapeute au Service de Santé mentale de l’ULB. Il a publié en 1998 un livre sur l’hypnothérapie et la thérapie brève (*Créer le réel*, Éd. du Seuil) et plus récemment un ouvrage intitulé *100 mots pour ne pas aller de mal en psy* (Éd. Les empêcheurs de penser en rond, Le Seuil, 2003).

Télé

Jamais sans son psy!

En audiovisuel, le divan n'est jamais loin. Ou en tout cas le spécialiste qui va avec. Qu'il soit psychologue, psychothérapeute ou psychanalyste, pour le grand public des auditeurs-télespectateurs, il est tout simplement le «psy». Un personnage devenu incontournable du grand spectacle médiatique surtout quand celui-ci met en scène les simples quidams.

Avant d'investir le petit écran francophone, ce sont les ondes radios qui ont propagé dès la fin des années soixante la vague «psy». Deux femmes en sont les solides pionnières dès 1967: Ménie Grégoire tous les après-midi sur RTL et Françoise Dolto sous le pseudo «Docteur X» à l'antenne de Europe 1. La première ouvre la voie et tiendra magistralement l'antenne dans ce créneau jusqu'en 1981 tandis que la seconde, indisposée par les nécessités du direct et de la publicité de la station interrompra l'expérience avant de se relancer en 1976 sur France Inter avec «Lorsque l'enfant paraît».

Le meilleur traitement de la névrose consistant à écouter l'autre attentivement, Ménie Grégoire va en faire un art radiophonique en profonde empathie avec des auditeurs et auditrices en détresse dans lesquels le reste du public peut se reconnaître. L'autre innovation de la «psy» de RTL sera de briser les tabous sur l'homosexualité, les femmes battues, l'alcoolisme et autres problèmes de société.

Du côté petit écran, l'avènement du «psy» se fera attendre mais n'en sera que plus fort, spectaculaire et soutenu. La productrice Pascale Breugnot allume la mèche sur TF1 dès 1983 et sans faire dans la dentelle avec «Psy Show» et ses analyses en direct. Dix ans plus tard, alors que le syndrome du «psy en plateau» essaima de manière soft dans différentes émissions, la même productrice récidive sur TFI avec «L'amour en danger» présenté par Jacques Pradel, où un couple en crise déballe en public tous ses problèmes. La conceptrice justifiant sa démarche en assénant: «les gens font plus confiance à la télévision qu'à un psychanalyste». Et quand il y a réunion des deux, c'est bingo. En audience, sûrement. En sérieux et crédibilité, il est permis d'en douter. Car le genre joue avec le feu au risque de brûler ses protagonistes tandis que le psy sert seulement de caution, d'alibi à la démarche intéressée et voyeuriste du petit écran. Le spécialiste n'aura jamais dans cet environnement aux règles et au rythme particuliers le loisir d'exercer pleinement son métier, instrumentalisé qu'il est en occasionnel déculpabilisateur ou culpabilisateur des témoins.

Garde-fou et apprenti sorcier de télé-réalité

Après avoir emprunté quelques sentiers ludiques comme les séquences de Gérard Miller dans les premières émissions de Bernard Rapp sur Antenne 2 ou dans «Le Divan» de Henry Chapier sur France 3, qui accueillera plus de 300 invités entre 1987 et 1995, la tendance «psy» va connaître, à côté d'un usage devenu classique qui ne va pas faiblir, des évolutions particulières dans une société de l'image glissant vers la télé-réalité et la liberté de parole absolue. Ce fut l'expérience radio du Doc et Difool sur Fun

Radio en libre antenne-confessionnal pour ados en crise de sexualité. Avec débat de société à la clé sur la crudité des échanges.

Ce fut, et c'est encore aujourd'hui, le recours au «psy» non pas comme témoin mais bien comme pilier dans la production d'émissions de télé-réalité à risques pour le mental et l'équilibre de ses participants. Outre la sélection pointue des candidats, le psy est aussi là pour «que la sauce prenne». Comme l'explique Catherine Selden, une psy canadienne: *«un jour, des producteurs m'ont expliqué qu'ils avaient du mal avec les participants d'une émission dont le concept de base était l'interaction de plusieurs inconnus dans la même maison. Et le problème était qu'il n'y avait pas de problème! Les participants étaient tellement polis les uns envers les autres que l'émission était totalement ennuyante. Ils m'ont demandé de sélectionner leurs candidats pour éviter ce genre de situation à l'avenir. Pour que les gens retenus soient assez fous pour rendre l'émission intéressante, mais pas au point de représenter un danger pour eux-mêmes ou pour les autres»*. Un métier d'avenir si l'on en juge par la prospérité de la télé-réalité.

Parfois, un grand pro du journalisme s'improvise accoucheur d'âmes, explorateurs de douleurs de personnes connues. C'est le cas de Philippe Labro en «Ombre et Lumière» sur France 3. Rescapé de la dépression, il a l'empathie automatique des épreuves, des fêlures de ses invités qui, en 28 minutes, se mettent à nu dans l'ambiance douce et tamisée du studio et du tête-à-tête intelligent. Mais plus généralement aujourd'hui, dans la veine d'émissions classiques, le psy joue toujours les utilités dans les «Confessions intimes» de TF1, les «Chacun son histoire» de la RTBF, les «Ça se discute» de France 2. Et tant qu'il y aura des hommes et des femmes pour se déboutonner en public et des télespectateurs pour cathartiquement s'en délecter, les pys pourront intimer un autoritaire mais paternel «allongez-vous!» au peuple télé. ■

Fernand Letist

«Chacun son histoire», RTBF.

sant effraction en nous de l'intérieur, exactement comme le supposé trauma le faisait de l'extérieur. Et cette sexualité culmine dans un inceste fantasmé, l'Œdipe, qui historiquement n'est rien d'autre que la scène d'abus sexuel qu'il s'efforçait de faire retrouver à ses patients. Sauf que désormais ce n'est plus l'adulte qui aurait commis l'inceste sur l'enfant, c'est l'enfant, tous les enfants, qui, selon lui, auraient envie de le commettre avec l'adulte. La «découverte» de l'Œdipe et la théorie sexuelle qui l'accompagne n'est au départ rien d'autre que le résultat de l'incapacité de Freud à reconnaître son influence dans la production des faux souvenirs de ses patients.

Mais c'est quand même un mythe thérapeutique utile?

On a réinterprété l'Œdipe de bien des façons après Freud, notamment en y voyant le fait de la nécessité pour l'enfant de renoncer à la toute-puissance et c'est là une idée qui a tout son sens quoique, à vrai dire, l'humanité n'avait pas attendu Freud pour comprendre qu'un enfant, un être humain, en général, doit pouvoir renoncer à ses envies d'omnipotence. Toute la philosophie stoïcienne ou celle d'Épicure nous y avaient déjà rendus attentifs. Et il n'est du reste pas du tout évident qu'il faille en thérapie, revenir longuement sur les émois infantiles du patient, pour l'aider à sortir des cercles vicieux qui fonctionnent aujourd'hui, par exemple ceux qui le mènent à vouloir contrôler l'incontrôlable.

Ce qu'il me faut en tous cas relever, c'est que la théorie freudienne s'aligne globalement sur la vision chrétienne de la sexualité comme différents auteurs, par exemple Evelynne Pewzner, Richard Webster ou Michel Foucault, l'ont souligné. Les théories pys ne sont pas vraies, elles constituent dans le meilleur des cas des mythes thérapeutiques plus ou moins utiles, mais le problème c'est que ceux qui y adhèrent le font le plus souvent avec la foi du charbonnier et diffusent ainsi une morale qui ne se déclare pas comme telle.

C'est notamment sur ce point que vous vous sentez critique par rapport aux pys?

Par rapport à nombre d'entre eux, oui. On peut avoir des conceptions morales. Ce qui pose problème, c'est de les diffuser de façon occulte, comme si l'on se bornait à diffuser un discours d'allure plus ou moins scientifique sur ce qui est objectivement «normal» ou «pathologique» chez l'être humain. Les pys hantent les plateaux de télévision et les magazines féminins en diffusant de la morale sous couvert d'expertise technique. Ils sont un peu devenus le nouveau clergé de notre temps, mais, encore une fois, subrepticement. C'est un peu la même chose qui se passe aujourd'hui avec la «science économique»: au nom de cette prétendue science, on nous fourgue des conceptions fondamentalement morales et politiques parfaitement discutables. C'est la raison pour laquelle il me semble qu'il importe de faire de la thérapie en restant suffisamment constructiviste: nous ne savons pas et nous ne saurons jamais avec certitude ce qui provoque telle ou telle difficulté de vie chez tel être humain. Nous pouvons tout au plus savoir que dans bon nombre de cas telles ou telles manières de proposer de donner du sens ou d'agir peuvent aider. Ces manières ne sont jamais totalement neutres d'un point de vue moral ou politique et il vaut mieux le reconnaître clairement que de l'occulter. C'est aussi l'occasion de pouvoir explicitement parler avec les gens de tous les facteurs sociologiques, économiques et politiques qui peuvent intervenir dans leurs difficultés plutôt que de rabattre ces dernières sur les seuls aléas de leur histoire personnelle comme on le fait trop souvent. ■

Propos recueillis par Michèle Michiels

Expérience évidemment impossible à effectuer. Mais si ce n'est pas la vérité qui guérit, alors qu'est-ce qui guérit?

Une remarque préliminaire: je n'aime pas beaucoup le verbe «guérir» dans ce contexte. Pourquoi diable parler de «maladies», de «symptômes» et de «guérison»? Pourquoi médicaliser à tout va? On pourrait se contenter de parler de «difficultés de vie» ou de «difficultés relationnelles». Le modèle médical n'apporte pas grand-chose de bon à la thérapie. Ensuite, pour répondre à votre question, non seulement la vérité est impossible à établir, mais en outre elle n'aurait guère d'utilité. Ce qui aide à aller mieux, c'est d'adopter des manières de donner du sens et de se comporter qui rendent la vie plus facile. On peut voir les bouteilles à moitié pleines ou à moitié vides, mais c'est plus déprimant de les voir systématiquement à moitié vides. Comme disait Protagoras, *«Celui qui pense sous l'effet d'un état pénible de son âme des choses tout aussi pénibles, on lui fait penser d'autres choses, des pensées que certains, par manque d'expérience, appellent vraies, mais que j'appelle, moi, meilleures que les autres, en rien plus vraies»*. En thérapie, c'est Protagoras qui peut nous aider, bien plus que Platon.

Mais si la vérité est impossible et inutile en thérapie, cela signifie-t-il que les théories pys sont fausses?

Bien sûr qu'elles sont fausses! Comment pourraient-elles d'ailleurs être toutes vraies en même temps puisque elles soutiennent des choses fort différentes et souvent totalement contradictoires? C'est la raison pour laquelle je ne considère pas que les idées avec lesquelles je travaille soient vraies. Ce qui m'importe, c'est qu'elles puissent être utiles au moindre coût pour les patients.

Donc, par exemple, pour vous, le complexe d'Œdipe ne serait qu'un mythe.

Oui, c'est un mythe thérapeutique. Historiquement Freud a commencé à l'élaborer quand, en 1897, il a cessé de croire que tous ses patients étaient devenus hystériques ou obsessionnels parce qu'ils avaient systématiquement vécu des abus sexuels dans leur enfance. Plutôt que de pouvoir reconnaître qu'il leur avait, en hypnose, suggéré des faux souvenirs d'abus sexuels, il s'est demandé pourquoi ils avaient confabulé de tels souvenirs. Il en a conclu qu'il y avait quelque chose dans la sexualité humaine qui devait expliquer ce fait et également expliquer pourquoi des gens devenaient hystériques ou obsessionnels. C'est ainsi qu'en 1905, il a inventé une sexualité sauvage, perverse polymorphe, fai-

Luc Tuymans, «The Cry», 1980 (private coll.) - Tate Modern, Londres - jusqu'au 26 septembre 2004. © The artist, Courtesy ZenoX Gallery and David Zwirner, New York.

Ce qui aide à aller mieux, c'est d'adopter des manières de donner du sens et de se comporter qui rendent la vie plus facile.

Les évolutions de la psychiatrie

© Clerbois

La tristesse n’existait plus, il n’est plus que des humeurs dépressives, donc curables. Vraiment? Explications

Il y a un demi-siècle à peine, les troubles psychiatriques se répartissaient, grossièrement mais de façon très pragmatique, en troubles endogènes et exogènes. Les premiers relevaient bien évidemment d’une approche biologique et les autres (bien plus nombreux), d’un abord psychothérapique ou d’un simple accompagnement. Coexistaient donc, courtoisement, deux approches bien distinctes, fondées sur une réalité clinique tangible.

C’est vers cette époque qu’ont été découverts et déversés sur le marché, en une dizaine d’années, neuroleptiques, antidépresseurs, autres benzodiazépines: progrès fulgurant, qui devait soulager un nombre considérable de patients gravement atteints, dont l’existence était parfois tragiquement réduite; on allait pouvoir leur permettre de recouvrer une vie sereine et active, on allait pouvoir les «resocialiser».

C’était alors l’explosion de la psychopharmacologie: son pouvoir devenait tel qu’il était tentant d’en étendre l’application bien au-delà de ses indications initiales, en effaçant progressivement l’ancienne dichotomie endogène *versus* exogène (en gros, approche pharmacologique *versus* psychothérapique). Parallèlement, les approches sociologiques ayant pris leur essor, et les progrès techniques de l’imagerie médicale ayant permis un extraordinaire développement des «neurosciences», tout était en place pour qu’aux anciens paradigmes psychiatriques se substitue un modèle devenu aujourd’hui «incontournable»: le *modèle bio-psycho-social*.

A priori, tout le monde y trouve son compte: pour tout trouble, on considère qu’il existe trois composantes étiologiques: biologique, psychologique et sociale. D’un point de vue thérapeutique, cela suppose que tout traitement doit comporter une prescription, la mise en place d’une psychothérapie, et l’organisation d’un accompagnement.

Le modèle est séduisant. Les choses se révèlent, en pratique, infiniment moins idylliques. Le mieux est l’ennemi du bien. Qui trop embrasse mal étreint... Quand «tout est dans tout et réciproquement», pour reprendre la célèbre formule d’Alphonse Allais, le risque est grand de voir s’installer confusion et dilution, plutôt que clarification. Et lorsque les sciences humaines empruntent, pour les singer, les méthodes des sciences naturelles, elles y perdent nécessairement de leur âme...

Rapidement, une surconsommation médicamenteuse phénoménale est apparue, autant stigmatisée qu’encouragée par d’affolantes enquêtes épidémiologiques; la déresponsabilisation et la médicalisation de la population deviennent proches de l’intolérable, touchant même les enfants et les adolescents. (N’est-il pas choquant que ces derniers, devant lesquels on ne cesse d’agiter le spectre de la drogue, se voient de plus en plus souvent prescrire des

La dépression, encore redoutée il y a peu, et vécue comme une intolérable blessure narcissique, est aujourd’hui revendiquée activement par les patients.

antidépresseurs lorsqu’ils rencontrent de banals troubles d’intégration, ou présentent une quelconque manifestation de retrait –aussitôt qualifiée de «phobique»–, pour «légitimer» la démarche?).

Comment en est-on arrivé là?

Influence de l’idéologie

La disparition, en tant qu’entité clinique, de la névrose, au bénéfice de celle du traumatisme et du stress illustre bien l’influence de l’idéologie sur l’évolution de la psychopathologie et celle des traitements.

Tous les sociologues s’accordent à considérer la fin des années septante comme un tournant décisif dans les mœurs occidentales. Avant mai 68, celui qui ne parvenait pas à s’adapter portait, face aux institutions qui le contrôlaient, le poids de la responsabilité de son échec – fût-ce avec d’importantes circonstances atténuantes: les aléas de son enfance, de son éducation, de son état mental ou physique. Il se sentait *coupable* d’avoir mal agi, mais cela ne remettait pas en cause sa valeur intrinsèque. Il *expiait*. L’automutilation symbolique que s’impose le patient convertif, le renfermement auquel s’astreint le phobique, les rituels tyranniques que s’inflige l’obsessionnel, l’absence de plaisir à laquelle se condamne l’hystérique, sans parler de multiples formes d’échecs incompréhensibles, tout est là pour attester des raffinements autopunitifs auxquels se livrent les patients, naguère qualifiés de «*névrosés*».

Ainsi qu’Alain Ehrenberg l’a bien montré dans de nombreux ouvrages, l’individu d’aujourd’hui, isolé, toujours en défaut par rapport à un inaccessible idéal d’auto-réalisation, baigne dans la honte de son (inévitabile) insuffisance,

et ressasse seul son incapacité d’être à la hauteur de son ambition: il n’est plus *coupable d’avoir fait*; il est *honteux d’être* ce qu’il est.

Cette position, à long terme, est narcissiquement intenable: il s’agit donc pour le sujet de trouver à son échec une raison qui ne l’implique pas personnellement, sous peine de le voir s’effondrer dans une amère *dépressivité*, et contraint de se «doper», sous quelque forme que ce soit (en ce compris le «dopage» sous contrôle médical). C’est dans ce cadre que vont s’épanouir les notions de stress et de traumatisme.

Le stress étant défini comme «la réponse non spécifique que donne *le corps* à toute demande qui lui est adressée», c’est donc *la biologie* que l’on va mettre sur la sellette, et plus précisément, l’axe hypothalamo-hypophyso-cortico-surrénalien, dont on déplorera la fragilité (constitutionnelle), ou que l’on déclarera indûment agressé: la personnalité du sujet se trouve ainsi largement mise hors cause, au bénéfice des composantes biologiques et sociales.

Il est aisé de voir qu’aujourd’hui, lorsqu’on évoque la difficulté pour quelqu’un de s’adapter à une situation donnée, l’analyse porte d’abord sur les caractéristiques de cette situation, souvent qualifiée *a priori* de «stressante». Or, tous les théoriciens soulignent à l’envi que la réaction de stress ne survient (et pas nécessairement de façon pathologique!) que si le sujet *évalue* comme stressante la situation à laquelle il est confronté.

Cette *évaluation* implique la personnalité tout entière: la réalité psychique, en grande partie inconsciente, la subjectivité, les valeurs internalisées. C’est bien ce qui fait son danger. L’individu, aujourd’hui privé de cadres de référence, a donc spontanément tendance à en minimiser la portée, en mettant l’accent sur les caractéristiques prétendument «objectives» de la situation. Le même raisonnement s’applique à la notion de «traumatisme» et au diagnostic d’«état de stress post-traumatique» (PTSD), dont

l’inflation, parfois choquante, commence à constituer un énorme problème pour la Sécurité sociale.

Dans la foulée, la dépression, encore redoutée il y a peu, et vécue comme une intolérable blessure narcissique, est aujourd’hui revendiquée activement par les patients: «puisqu’il existe un traitement»! Il en va de même des fameux «TOC*», naguère objets d’une honte indicible, à présent exhibés sur les plateaux de télévision. L’heure est au «tout psy», pilule du bonheur à la clé.

Entre perspective personnaliste et perspective environnementaliste

La tristesse n’existe plus; il n’est plus que des humeurs dépressives (donc, curables...); le démon de midi est devenu «crise de la cinquantaine», et se soigne; le chagrin consécutif à une rupture sentimentale, «dépression réactionnelle», mérite traitement. Même l’endeuillé, incapable, pendant un certain temps, et c’est bien normal, de faire preuve de la moindre créativité, se voit proposer des traitements antidépresseurs s’il ne «réagit» pas dans les délais légaux prescrits par la société de rentabilité!

Bref, d’une perspective *personnaliste*, qui soulignait le caractère *intrinsèque* à la personne de ses comportements (ce, qui, logiquement, en cas de difficulté, justifie une démarche exclusivement psychothérapique, d’ailleurs souvent très efficace), on est passé à une perspective résolument *environnementaliste*, qui défend le caractère *extrinsèque* à la personne de la motivation de ses conduites, ce qui oriente vers une prise en charge essentiellement psychopharmacologique, et diverses mesures sociales - incapacités de travail, notamment. Bien qu’il soit de règle de la recommander dans tous les cas, la psychothérapie, dans ce contexte, est souvent réduite, quoi qu’on en dise, à un simple soutien.

Il est vrai que les personnalistes avaient souvent commis l’«erreur fondamentale», dénoncée par Ross, qui consiste à minimiser indûment les contingences extérieures: il fallait rectifier ce travers. Mais point trop n’en faut. On commence d’ailleurs, ici et là, à dénoncer les effets pervers de ce qui est devenu une *victimologie* plus qu’une psychopathologie, même s’il est encore politiquement très incorrect de les évoquer.

Ce qui devait, au départ, constituer un indiscutable progrès (le modèle bio-psycho-social), risque ainsi, si l’on n’y prend pas garde, d’aboutir à une déshumanisation paradoxale, les relations interpersonnelles s’instrumentalisant chaque jour davantage dans le sens de la médicalisation, au détriment d’une approche psychothérapique, humaniste, qui, dans le cadre d’une relation interpersonnelle, renvoie le sujet à lui-même, et au sens de ses conduites. Les neurosciences ne seront crédibles que si elles acceptent de prendre en compte ce qui échappera, toujours et quoi qu’elles fassent, à leurs efforts d’objectivation.

Curieusement, personne ne s’étonne de ce que la «dépression» ne cesse de proliférer, alors qu’on se prétend de mieux en mieux armé contre elle... Elle résiste... S’il est vrai que la dépression (avec la résistance des germes, suite aux prescriptions inopportunes d’antibiotiques) constitue le problème le plus préoccupant qu’aura à affronter ce millénaire, une seule réponse: retour au sens, et à l’humain!

Georges Hougardy

Le stress ne survient que si le sujet évalue comme stressante la situation à laquelle il est confronté.

* Troubles obsessionnels compulsifs.

Georges Hougardy est chargé de cours à l’ULg, neuropsychiatre, chef de service associé, Service de psychologie médicale, CHU de Liège, Sart Tilman.

Le «chat» qui soulage

Internet, le dernier salon où l’on cause...

Ah, ce Web qui nous lobotomise, nous déshumanise et nous plonge à coup sûr dans l’aliénation la plus profonde...! Ne rompt-il pas aussi l’isolement?

Les chercheurs, les livres, les magazines spécialisés commencent, dix ans après les Anglo-Saxons à se pencher sur ce grand méchant loup digital. Hughes Draelants, sociologue, est allé écouter le café du commerce où on chatte (prononcer tchatt). Le résultat ne fait pas vraiment dans le style prise de tête... Le petit ouvrage s’intitule *Bavardages dans les salons du Net*¹ et analyse les mots... plutôt simples utilisés par les *chatteurs*, une sorte de *novlangue* utilisée par les «djeuns» qui ressemble beaucoup à une lame de fond sémantique. L’auteur nous rappelle qu’il n’y a pas que le *chat* sur le Net: beaucoup de gens, et pas seulement des jeunes, s’initient au surf à volonté. Des papys et des mamys sont entrés en action, aussi depuis deux ou trois ans.

Il ressort aussi du petit ouvrage que le courriel et les *messenger* sont de réels outils de communication... et même de *reliance*!

Entre parler et dire

Piratons quelques instants un *messenger* quelconque, un blog sur Internet (petit «journal» perso) ou des résumés SMS: on est frappé d’emblée par le caractère apparemment indigent des «conversations» des jeunes. Échantillons: «-Keske tu fé staprem?» «-Rien» «-Abon?» «-Féchié»: «-Ah ah! A+!»...

Hughes Draelants: «Même si, bien sûr, ça ne plane pas souvent très haut le “tchat” soulage parfois de réelles souffrances communicationnelles et n’est pas forcément creux et stupide... En tant que sociologue (et pas seulement, d’ailleurs!) je crois qu’il faut éviter de projeter nos propres valeurs sur des discours et des pratiques qui nous sont étrangers. Il ne faut pas renforcer les préjugés existants et les clivages artificiels. J’analyse dans la perspective de donner du sens et si possible le bon sens. Davantage que le côté un peu niais des bavardages, j’ai été frappé par la rapidité avec laquelle ces échanges s’effectuent: il arrive souvent que les interlocuteurs se «chevauchent» dans leurs questions et réponses tellement ils réagissent vite».

L’un parle, l’autre n’écoute pas (ou plus)? Ce n’est pas beaucoup mieux... Si, justement, pour H. Draelants, «c’est cela qui est surprenant d’ailleurs... Mais il est exact que la conversation est souvent formulée en creux. Il n’y a que rarement une “résolution”, au sens où nous les adultes nous discutons pour arriver à aboutir à un résultat, pas forcément transcendant d’ailleurs. Mais ici la pratique est en général uniquement ludique, il n’y a pas d’autre finalité, sinon celle de se sentir ensemble, de déconner avec les potes...».

S’agirait-il donc d’une communion digitalisée? «Non, selon Draelants, c’est du communautaire. Et toutes les communautés possibles et imaginables sur tous les sujets possibles et imaginables! Le “chat”, c’est un flux, un flot, incessant. D’autant que l’“échange” ne connaît pas vraiment de “fin”: on se met hors-ligne pour 20 minutes, on descend boire un coca et puis on revient et on repart... pas forcément avec l’interlocuteur précédent, d’ailleurs, qui est peut-être parti aussi. Quelqu’un d’autre, dont on se sait peut-être même pas “qui c’est” au premier abord, avec tous ces “pseudos”!».

Un petit côté affolant, non? Selon l’auteur, «c’est à nouveau de l’ordre du jugement de valeur, celui de la personne qui n’est pas dans le truc et qui juge... Sinon, c’est vrai qu’on peut voir un côté inquiétant dans ces échanges disloqués, chaotiques souvent... Mais précisé-

Technica diabolica...

Internet est une véritable révolution, présentée et signalée –signée?– comme telle. C’est dire l’angoisse que le web, la toile d’araignée, peut susciter. La peur du vide... Le gouffre, à coup sûr, juste derrière l’écran, forcément hostile. Mais il n’y a rien de nouveau sous le soleil: nos grands-parents aimaient raconter ces petites anecdotes autour de leur première machine à laver/radio, les péripéties de l’avènement du téléphone dans les chaumières de l’entre-deux guerres, la télé ensuite... À une première phase de surprise (en entendant pour la première fois une voix connue qui sortait du vide, mon grand-père avait lâché le cornet des mains!) mêlée de fascination (*Je peux parler à quelqu’un qui n’est pas là! C’est magique...*) correspondait toujours une seconde phase de rejet: le téléphone, objet désincarné, fantomatique (Proust), qui vous plonge à coup sûr dans les affres de l’angoisse. Dans la peur du vide...

L’être humain a peur depuis qu’il est (sur terre) et a donc peur aussi des nouveautés (notamment techniques) parce qu’il a peur du changement, qui est inquiétant. Accessoirement, il est agacé par ces nouveautés qui parfois, il est vrai, n’apportent strictement rien... quand elles ne nuisent pas. Desservi par un qualitatif encore... balbutiant, le grand méchant web subit donc un peu ce genre de crise de puberté...

ment, ce que beaucoup de jeunes recherchent à travers ces échanges banals, c’est un processus de socialisation qui leur soit propre. Effectivement, l’utilisation qu’ils font du Net n’est souvent pas très passionnante, mais je crois qu’il faut éviter de se focaliser trop sur la qualité des échanges. C’est vrai qu’ils ne disent rien, ou peu de choses. J’ai pu noter dernièrement, en plus, que les ados parlent volontiers après l’école... à leurs copains et copines qu’ils viennent de quitter! Que peuvent-ils trouver à leur dire? Ils ont parlé toute la journée ensemble! Eh bien, justement, c’est le processus communicationnel qui les intéresse et pas le signifié».

Une sorte de rite de passage, alors? «Éventuellement, et les échanges sont loin d’être froids. Il s’agit de communication chaude, très directe, très spontanée. En cela, elle a une qualité. Et la distance permet à l’ado, par exemple timide, de s’enhardir, de passer et faire passer des choses qu’il rumine peut-être toute la journée sans oser les dire, même si c’est bête. C’est positif».

Isolement? Cyberdépendance?

Une récente étude américaine² épingle des faits significatifs, mais pas ceux que les médias espéraient: pour l’énorme majorité des gens l’«ordi» via le Net est un outil communicationnel... et non aliénant. Cela va dans le sens d’une attitude plus positive à l’égard de ce qui n’est au fond qu’un outil: l’opinion dominante est qu’Internet n’est qu’une «énorme bibliothèque publique avec un penchant commercial plutôt musclé».

Le tiers des répondants (!) utilisent le Web pour se divertir et rire avec d’autres internautes (jeux, échange de blagues...).

Un répondant sur cinq fréquente les canaux de *chat* pour échanger et relier: une habitude qui disparaît presque complètement après trente ans.

Attention, cependant: Internet pourrait –au pire– devenir d’après l’étude «l’ultime facteur d’isolement social, réduisant nos actions dans la communauté bien plus que l’automobile et la télévision ne l’ont fait avant lui».

Selon l’auteur, mis de côté ce sens de la nuance typiquement américain, il n’en reste pas moins vrai que plus de 11 millions d’internautes (sur 200 millions d’usagers) peuvent être classés dans la catégorie des *virtual addicts*: des personnes dépendantes de l’Internet... ou plutôt de son utilisation. De leur côté, 48% des Belges âgés de plus de quinze ans, soit environ 4 millions de concitoyens, utilisent l’internet au moins une fois par mois.

Depuis 1995, un service de psychologie en ligne³ met en garde l’internaute contre l’utilisation abusive du virtuel... sous peine de contracter des troubles obsessionnels compulsifs, les TOC, autre sujet en or pour les médias!

Pour Hughes Draelants, si la question d’une éventuelle dépendance est effectivement posée, c’est en termes plus ambigus: «Même si le nombre de cas pathologiques est marginal, il faut admettre que certains adolescents disent “c’est plus fort que moi”, “on y revient toujours, on ne peut pas s’en empêcher”. On est poussé par la curiosité, l’envie de recevoir des nouvelles des copains. Mais l’idée toute faite qui consiste à dire “plus de virtuel engendre moins de réel” est fausse. Les “chatteurs” ne se coupent pas du

© AFP

Le «chat» soulage parfois de réelles souffrances, souvent difficiles à exprimer pour des adolescents.

monde. Certaines études montrent même l’inverse: plus ils sont sociables sur le Net, plus ils le sont en dehors. Car ces bavardages en ligne ont aussi des vertus: ils permettent de nouer de réels échanges, de créer une culture commune, de découvrir un “dialecte”, un langage hybride entre l’oral et l’écrit - tout “chatteur” doit maîtriser des codes (expressions, acronymes, smileys...), avoir un bon esprit de répartie, de l’humour, une rapidité d’écriture...».

Finalement, les effets positifs du Net l’emportent assez clairement: «Le Net ne crée pas mais rompt l’isolement. Évitions à la fois la vision alarmiste et paranoïaque - le Net conduirait au délitement des vrais liens sociaux; il regorgerait de pédophiles aux aguets... –et le discours béat et prophétique– dans le grand village global, tous les chatteurs seraient égaux devant la Machine, au diable les barrières sociales et culturelles...».

Internet... et justice sociale

Le sociologue nous invite à choisir la voie du milieu et à éviter les stigmatisations abusives du style «j’ai sombré dans le Net» et autres «il ne voit plus personne et de temps en temps on entend des cris rageurs...».

Qu’on soit sociologue⁴... ou non, on pressent bien que c’est l’accès à Internet et à son contenu qui constitue le véritable problème de société. De 20 à 40% des citoyens restent de fait privés d’Internet pour des raisons financières: le coût d’un ordinateur et celui d’un abonnement dépassent les limites de certains. Les cybercafés ou les équipements mis à disposition via certaines institutions axées sur la recherche assistée d’emploi représentent une alternative illusoire et dans le second cas (gratuit, en général), l’aspect ludique et simplement relationnel est à oublier...

Mais au fond, nous conservons toujours, la faculté de (nous) parler... en chair et en os. C’est cette désincarnation de l’échange qui, peut-être, fait le plus peur quand on évolue sur la toile. Toucher, sentir, regarder son interlocuteur/trice... cela aussi a un sens!

Olivier Swingedau

¹ Éditions Quartier Libre, Labor

² Étude de l’*Institute for the Quantitative Study of Society*, Université de Stanford, 16/2/2004

³ www.psyinternaute.com

⁴ Éric Maigret, *Sociologie de la communication et des médias*, Paris, Armand Colin, 2004. La nouvelle bible du domaine: au-dessus du lot. À consulter!

Italie et évolution

Réplique à une décision incompréhensible

Personne en Italie ne s'était préoccupé du risque que l'hypothèse créationniste vienne à être enseignée dans les écoles comme cela se produit dans certains États des États-Unis. Celle-ci est en fait enseignée pendant les heures de religion que l'État a l'obligation de fournir depuis 1929. Depuis quelques années cependant, les élèves (ou leurs parents) peuvent choisir de ne pas fréquenter cet enseignement.

Depuis 1979, l'enseignement de l'évolution biologique et humaine était prévu dans les programmes de sciences à partir des trois années de l'école moyenne (11-14 ans). Personne ne pouvait donc imaginer qu'il aurait pu un jour être éliminé. Dans les écoles primaires, en revanche, il n'était pas prévu de parler expressément d'évolution des êtres vivants même si l'intérêt pour les dinosaures a toujours été présent. Et c'est ainsi qu'est survenue de manière tout à fait imprévue et incompréhensible la proposition d'abolir cette partie si fondamentale du programme de biologie des nouveaux programmes scolaires pour les écoles primaires et moyennes.

Cette proposition était d'autant plus inexplicable qu'un mouvement créationniste sérieux n'existe pas en Italie, qu'il soit d'origine religieuse (une déclaration faite en 1996 par l'actuel pontife reconnaît que «*de nouvelles connaissances conduisent à reconnaître dans la théorie de l'évolution plus qu'une hypothèse*»¹) ou d'origine politique, étant donné que l'anti-évolutionnisme n'est aujourd'hui un objectif déclaré que pour un groupe minoritaire d'extrême droite.

La décision était imprévisible. Elle provient du choix de l'actuelle ministre de l'Instruction publique, Letizia Moratti² d'avoir confié la révision des programmes d'enseignement à une commission qui a travaillé sans se confronter avec les

représentants des divers milieux culturels. L'unique vérification réalisée par un organisme représentatif, le comité universitaire national, a abouti au printemps 2003 à un avis négatif. Cette commission a fait des choix qui ont causé une détérioration du contenu des programmes et celle-ci ne vise malheureusement pas uniquement la censure de l'évolution biologique mais elle touche notamment d'autres aspects fondamentaux de l'éducation comme la méthode expérimentale.

La mobilisation

Une mobilisation collective a permis à présent de bloquer l'initiative de la ministre de l'Instruction publique d'abolir l'enseignement de l'évolution dans le nouveau programme scolaire des écoles moyennes, approuvée par le gouvernement le 19 février 2004. En quelques jours, ont été diffusés différents appels qui invitaient à recueillir des signatures pour demander au gouvernement de ne pas permettre de retourner cent cinquante ans en arrière. C'est sur ce ton franchement alarmé et bouleversé qu'a été faite en effet la déclaration du Prix Nobel Dulbecco, un des signataires les plus célèbres de l'appel qui a recueilli dans les pages du quotidien *La Repubblica* plus de 47 000 signatures en peu de jours.

Le mouvement d'opinion a ensuite poussé la ministre à nommer une commission d'experts pour désavouer ce qui avait été décidé auparavant. Cette commission se prépare donc à donner des indications neuves et différentes sur l'enseignement de l'évolution dans les écoles primaires et moyennes bien qu'on distribue actuellement les manuels sco-

lares mis à jour selon les indications des programmes déjà mis en vigueur depuis l'année scolaire précédente. En effet, les éditeurs avaient connaissance des nouveaux programmes bien avant qu'ils soient soumis à approbation. C'est pourquoi les manuels adaptés aux nouveaux programmes sont déjà prêts et à disposition des enseignants qui doivent les adopter.

Une certaine apathie

Il est de toute manière préoccupant que la protestation contre l'abolition de l'évolution dans les programmes scolaires n'ait trouvé place que dans un petit nombre de quotidiens pas toujours bienveillants avec l'actuel gouvernement. Mais la majorité des autres, et surtout les chaînes télévisées, ont complètement ignoré le sujet pendant toute la période du 4 mars (quand le problème a été mis en évidence pour la première fois avec quelque succès) au 28 avril, quand la ministre a décrété la nomination d'une commission d'experts (dans laquelle elle a même inclus un pro-

fesseur d'université prêtre). Peu nombreux ont été les quotidiens qui par contre se sont opposés à la protestation et parmi ceux-ci malheureusement s'est distingué l'*Avvenire*, le journal des évêques italiens qui, toute l'année précédente, avait pourtant accueilli une rubrique hebdomadaire dans laquelle le professeur Facchini, prêtre et professeur d'anthropologie à l'Université traitait de thèmes relatifs à l'évolution, conformément aux indications du pape, dans une optique respectueuse de la séparation des compétences entre la religion et la science.

L'explication de l'élimination de l'évolution des programmes de l'école moyenne donnée par la Ministre Moratti dans une déclaration au Parlement est curieuse: elle l'avait fait parce que «les auteurs des manuels scolaires traitaient de manière diffuse les contenus de ce thème, en réincluant aussi la théorie de Darwin lorsqu'ils systématisaient les différents principes de l'évolution de l'espèce humaine».

Daniele Formenti

Biologie et évolution

L'enseignement de l'évolution en péril

Est-ce aux religions à imposer ce qui doit être enseigné?

L'évolution n'est bien entendu aujourd'hui plus une théorie parmi d'autres. Il est tout à fait déraisonnable de la comparer et de la mettre sur pied d'égalité avec des textes, considérés par certains comme «sacrés». Dans l'esprit de ceux-ci, ces textes sont considérés littéralement et donc les espèces sont considérées comme restées fixées depuis leur création. Pour certains donc, il est plus facile de garder les anciens mythes et de considérer que l'Homme continue à être au sommet du règne vivant et au centre géographique de l'univers.

Il existe aujourd'hui encore une sorte de refus de connaissance chez les anti-évolutionnistes; les créationnistes refusent donc tous les acquis de la biologie post-darwinienne. On pouvait considérer que cette attitude appartenait au passé. Et cependant, dès 1972, était créé l'*Institute for*

Creation Research, utilisant la bible comme livre de référence à sa «science». Le débat n'est donc actuellement pas terminé, même si les biologistes considèrent l'évolution comme un fait et que pour la majorité des chrétiens les descriptions bibliques ne doivent pas être prises de manière littérale. En effet, des enquêtes montrent que beaucoup de citoyens croient que l'évolution n'a pas eu lieu. Actuellement en Europe, on note des tentatives d'empêcher l'enseignement de l'évolution. Ainsi, début 2004, le gouvernement italien (de Berlusconi) a déposé une proposition d'abolition de l'évolution des programmes des écoles secondaires. L'attitude anti-scientifique est flagrante, il s'agit donc d'une censure culturelle teintée de contraintes philosophiques.

Un rapide survol des attitudes religieuses

Ce qui paraît caractériser souvent l'Église catholique dans le passé et aujourd'hui encore est la tendance à imposer des réponses considérées comme définitives, alors que les chrétiens d'appartenance catholique ne se sentent pas à l'aise devant de telles positions. En ce qui concerne l'évolution, ce n'est que récemment (1996) que le pape Jean-Paul II mentionne à l'académie pontificale des sciences que «*de nouvelles connaissances conduisent à reconnaître dans la théorie de l'évolution plus qu'une hypothèse*». L'approche reste cependant très «prudente», ne cite jamais Charles Darwin et continue naturellement à considérer que la présence humaine ne peut s'expliquer sans une intervention divine. L'Église catholique romaine n'accepte donc pas l'évolution naturelle: l'évolution n'est pas sous contrôle des forces naturelles mais sous contrôle divin. Les catholiques doivent affirmer que dieu est le créateur de toutes choses, spirituelles et matérielles, et que l'évolution est sous sa guidance. La position officielle de l'Église catholique est aussi que l'âme humaine est ➤

¹ NDT: Discours de Jean-Paul II à l'assemblée plénière de l'Académie pontificale des Sciences prononcé le 23 octobre 1996, cf *L'Osservatore Romano* en langue française n°44, 29 octobre 1996.

² NDT: L. Moratti est membre de Forza Italia, le parti de S. Berlusconi.

de création divine et non sujette à des changements évolutifs.

Des divergences fondamentales d'opinion apparaissent parmi les Églises protestantes. Pour les «évangélistes», l'auteur de la bible est directement l'esprit de dieu, aucune erreur n'a donc pu s'y glisser. Pour les courants «réformés», les textes bibliques doivent être interprétés sous l'angle de la critique historique et du contexte culturel. Il n'y a donc pas une mais plusieurs théologies protestantes, et par conséquent chaque croyant a une responsabilité personnelle.

Les courants «évangélistes» sont connus comme «conservateurs» ou «fondamentalistes» et sont dans une large mesure opposés aux principes d'évolution. Ils considèrent que rejeter la genèse, dans son sens strict de six jours, c'est détruire les fondements mêmes de la chrétienté. Au contraire, le «libéralisme protestant» a une approche libre et critique de la bible et les positions dogmatiques sont rejetées; il considère la création comme un mythe. Entre les deux, on pourrait situer les «réformés» qui insistent sur le retour aux textes bibliques mais sans qu'un livre puisse traduire des révélations. Le protestant peut aller du sectaire, refusant l'idée d'évolution, au libertaire ou au rebelle n'ayant aucune difficulté à accepter l'évolution humaine.

Après la Première Guerre mondiale, les conservateurs chrétiens américains, dans une recherche de la renaissance de valeurs qu'ils estiment traditionnelles, proposent d'interdire toute notion d'évolution dans l'enseignement public. Il en résulte le *Butler Act* voté en 1925 interdisant l'enseignement de l'évolution. Différentes lois ont cependant été abolies par la cour suprême des États-Unis car elles violent le principe de séparation de l'Église et de l'État. Cela n'a pas dérangé les créationnistes qui ont demandé aux professeurs d'utiliser leur «liberté académique» pour enseigner le créationnisme. Cela a eu un impact sur l'enseignement de la biologie et sur l'éducation aux États-Unis parce que de nombreux professeurs d'écoles publiques, pour éviter les controverses, ont décidé de ne pas enseigner l'évolution.

En fait, le débat a aussi une origine politique, puisque l'évolution serait «à la base de l'athéisme, du communisme, du nazisme, du racisme, de l'impérialisme économique, du militarisme, de l'anarchie et de tout système de croyance anti-chrétien» (excusez du peu!). Vous pourriez penser que ce débat est idiot, cela

l'est en effet, en termes scientifiques. Leur but n'est pas de convaincre les scientifiques mais un public peu formé aux sciences.

En Grèce, l'Église orthodoxe est une Église d'État. Suivant les principes orthodoxes, le «père» est le créateur du ciel et de la terre et de toutes choses visibles et invisibles. L'homme est créé à l'image de dieu. L'évolution n'est éventuellement pas rejetée dans la mesure où dieu reste maître de celle-ci. Les sept jours de la création peuvent aussi être considérés comme des périodes. L'évolution ne fait pas partie du programme de l'enseignement secondaire.

En Russie, l'Église orthodoxe n'a pas une interprétation littérale de la création biblique et le concept d'évolution n'est pas considéré comme incompatible avec la religion, dans la mesure cependant où cette évolution reste sous la direction divine. En 1991, est créée la «*Moscow Creation Society*» et ses membres, en collaboration avec le ministre russe de l'enseignement (!), ont édité une brochure créationniste à destination des écoles russes.

Les livres de Darwin n'ont été traduits en langue arabe qu'en 1964. Jusqu'au XX^e siècle, dans les pays musulmans n'existait le plus souvent qu'un système d'éducation basé sur les traditions musulmanes, dont les matières scientifiques étaient absentes. Après la Seconde Guerre mondiale, les réformes de l'éducation sont apparues et les sciences ont été introduites. Cependant, les rapports de l'Unesco montrent que cet enseignement des sciences est basé sur des aspects théoriques évitant de développer une pensée critique et une réflexion sur les questions éthiques liées aux problèmes scientifiques. L'exception est la Turquie et sa république kémaliste proclamée en 1923. Son fondateur, Mustafa Kemal Atatürk, proclame la soumission de la religion à l'État. L'évolution fut mise au programme scolaire. Néanmoins, le créationnisme revient en force en Turquie et il existe une «*Islamic Scientific Creationism*» financée par des organisations étrangères. Necmettin Erbakan, actuel Premier ministre, en serait membre.

La plupart des écrits islamiques déclarent qu'Adam a été une création directe de dieu et que l'évolution des autres espèces non humaines peut être acceptée sauf si les transformations sont dues à des mutations aléatoires et à la sélection naturelle conçues comme des causes indépendantes de la volonté d'Allah. L'islam est

cependant trop multiple pour porter un jugement d'ensemble sur ses pratiques et sur son contenu.

On peut, arbitrairement peut-être, distinguer des juifs dits laïques (athées ou peu pratiquants), des libéraux, des réformateurs, des conservateurs, des orthodoxes et des ultra-orthodoxes attachés aux lois religieuses traditionnelles. Le judaïsme est caractérisé par l'absence d'autorité centralisatrice représentant la totalité du judaïsme, et donc par l'absence de réponses univoques. C'est le cas aussi pour l'évolution.

La bataille «perdue»

On représente souvent la religion comme s'occupant d'autres vérités que celles de la science, qu'il n'y a donc pas conflit entre les deux: n'est-ce pas plus objectif de dire que ce conflit a eu lieu et qu'il a été perdu par la religion? Il a fallu des siècles aux religieux pour accepter les faits scientifiques. Et aujourd'hui encore, là où les religions sont virulentes, beaucoup de croyants interprètent les textes sacrés de manière littérale.

Ce n'est pas de l'intolérance que de distinguer ce qui est rationnel de ce qui ne l'est pas. La biologie et les sciences naturelles sont des concepts rationnels, les religions ainsi que l'astrologie, la plupart des médecines dites parallèles... ne le sont pas. L'étude de la culture ne peut plus ignorer les données des sciences biologiques: l'hostilité à toute approche biologique de l'homme est due à des préoccupations religieuses et politiques.

L'intégrisme est présent dans toutes les religions. Il n'est pas spécialement musulman, il est d'origine catholique et il est bien présent dans le judaïsme et le «revival» protestant. Et les témoignages sont clairs: dans certaines écoles bruxelloises, il n'est plus possible d'enseigner les notions d'évolution, certaines parties de la biologie ou de l'histoire (préhistoire, évolution de l'homme et du monde). Des tracts sont distribués à la sortie d'écoles pour «rectifier» les cours de biologie.

Les écoles publiques doivent continuer à enseigner les sciences; les sciences paléontologiques ne sont ni bonnes ni mauvaises, elles sont ce qu'elles sont et ont été rigoureusement testées par la communauté scientifique. Ce n'est pas aux religions de dire et d'imposer ce qui peut ou ne peut pas être enseigné. Ne laissons pas imposer l'ignorance. ■

Charles Susanne

Ghislenghien

Des funérailles partiales

Le Centre d'Action Laïque est profondément heurté par les funérailles purement religieuses d'une partie des victimes de la catastrophe de Ghislenghien organisées par la Ville d'Ath le 4 août.

La veille de celles-ci, j'ai adressé le courrier qui suit au bourgmestre de la ville M. B. Van Grootenbrulle: *«Je suis bien convaincu qu'à la suite de cette catastrophe et à la veille de ce jour de deuil national, l'élément essentiel est la douleur des familles et des proches des victimes.»*

La commémoration de cette catastrophe doit être l'occasion d'associer tous les citoyens qui ont été choqués et émus par cette tragédie.

Néanmoins, je suis très surpris d'apprendre par les médias que les cérémonies prévues par les autorités publiques se limitent exclusivement à une cérémonie catholique. Il est bien sûr essentiel de respecter les convictions des victimes et de leurs familles, mais il est évident que des citoyens, toutes convictions confondues, souhaitent pouvoir s'associer à ce moment de recueillement et témoigner leur solidarité.

C'est pourquoi il me paraît indispensable de conférer un caractère pluraliste aux cérémonies prévues. J'adresse copie de ce courrier à Monsieur le Ministre de l'Intérieur».

Les funérailles religieuses ont finalement eu lieu.

Dans ce contexte, nous ne comptons pas en rester là et nous réinterpellons le ministre de l'Intérieur et le bourgmestre.

Nous considérons, en effet, que par négligence (nous n'imaginons pas qu'il y ait eu calcul), les autorités publiques ont créé une situation où l'émotion de toute la population a pu être récupérée de manière inadmissible par les tenants d'une conception philosophique particulière dans la négation absolue des droits des autres...

C'est exactement ce qui s'était produit lors du dramatique incendie de l'Innovation en 1967. À ce moment-là, les communautés philosophiques non confessionnelles n'étaient pas organisées et les pouvoirs publics, qui avaient toutefois pensé à associer un pasteur et un rabbin aux prêtres

catholiques, avaient pu faire valoir, qu'à défaut de porte-parole, la communauté philosophique non confessionnelle n'avait pu être entendue.

Quarante ans après, la situation a tout à fait évolué, la faute des autorités n'en est que plus lourde.

La cérémonie parfaitement pluraliste organisée plus tard par la firme Diamont Boart contraste singulièrement et heureusement avec la partialité des pouvoirs publics athois. ■

Philippe Grollet

Jean-Baptiste Deconninck: une conscience s'en est allée

La connaissance du monde et l'ouverture aux civilisations différentes de Jean-Baptiste Deconninck passèrent par de très nombreuses missions en Asie et en Afrique où il conseilla le gouvernement belge puis l'Organisation des Nations unies (ONU) en matière de finances publiques. Ses missions furent souvent de longue durée, notamment à Léopoldville.

Est-ce dans la visite de la réalité de ces pays d'outre-mer ou dans le souvenir proche des souffrances des résistants belges dans les geôles allemandes que la nécessité d'offrir aux prisonniers une assistance, une écoute, un accueil qui respecte les convictions philosophiques de chacun, au contraire de la seule présence d'un aumônier catholique, qui était la règle à l'époque? Sans doute beaucoup des deux... Le terme de cheville ouvrière est bien terne pour représenter ce qu'il a fait pour la Fondation pour l'assistance morale aux détenus, association fondée en 1964, puis pour le Service d'aide aux justiciables. Basées sur le pur bénévolat, ces associations ont longtemps tiré le diable par la queue, et Jean-Baptiste prenait son bâton de voyageur dans le dédale des cabinets ministériels pour assurer leur survie. Jamais Jean-Baptiste ne s'est lassé, se préoccupant de l'avenir de «ses» institutions jusqu'au dernier stade de la maladie qui l'a emporté, le 7 juillet dernier, à 89 ans. Il a aussi été l'un des sages qui ont guidé récemment la difficile démarche du mariage de ces initiatives historiques avec une professionnalisation partielle de l'assistance morale au quotidien.

Ceux qui l'ont connu comme «patron», comme collègue, comme ami, comme maître, savent aussi quel homme il était dans le privé. Un caractère très trempé, mais une bonté et une générosité irréductibles. ■

Frédéric Soumois

In memoriam

Lucette Schouters-Decroly

Lucette Schouters-Decroly est décédée le 25 juillet 2004. Elle avait 84 ans. En 1975, elle avait fondé l'association des Amis de l'Institut d'histoire du christianisme.

Présidente de l'association, passionnée d'histoire et d'histoire des religions, elle a soutenu magistralement une institution consacrée à l'étude scientifique du phénomène religieux hors de toute option dogmatique.

À maintes reprises, elle a emmené ses Amis de l'Institut sur les traces du christianisme, du judaïsme et des autres religions actuelles ou anciennes.

Médecin voué à l'action sociale, elle a été présidente de la Fondation pour l'Assistance morale et a joué un grand rôle dans la licence en Assistance morale laïque dont elle fut la coordinatrice.

Pour les lecteurs d'*Espace de Libertés*, Lucette Schouters-Decroly était aussi Mathilde, auteur de recettes d'apparence gastronomique mais qui étaient en réalité d'authentiques leçons de vie écrites avec finesse et talent.

Avec Jean Schouters, Lucette a formé un couple dont l'apport a été exceptionnel pour la laïcité belge. ■

Patrice Dartevelle

L'entretien de Jean Sloover avec Pascal Durand

Le caillou de Spinoza

Lieux communs, information sélective, pensée unique, mythologie: la liberté de la presse a du plomb dans l'aile...

Sans la presse, que saurions-nous du monde? Rien. Ou alors très peu. C'est dire la fonction cardinale des médias. Mais c'est suggérer aussi que ce que nous savons du cours des choses est tributaire de ce que la machine médiatique veut bien nous en relater: comme dans la caverne de Platon, des événements, nous ne percevons, par journalistes interposés, que leur ombre portée. Or, qui sont-ils ces intermédiaires qui, de *deadline* en *deadline*, font profession de dire le siècle qui va? Le plus souvent des hommes et des femmes ordinaires mais auxquels la corporation a offert une voie d'accès bon marché au pouvoir. Certes: se hisser hors les classes moyennes n'a rien d'une tare. Mais cet itinéraire n'est pas davantage un gage d'indépendance quand, à l'heure de la transformation des entreprises de presse en centres de profits, son accomplissement se paie au prix d'un renoncement à questionner les stéréotypes de la pensée dominante. C'est là notamment ce que soutiennent quelques-uns des chercheurs les plus pointus dans le domaine de l'analyse des médias: dans un ouvrage collectif¹ publié sous la direction de Pascal Durand², ils s'attachent à mettre au clair, et les processus qui formatent l'information, et les effets sociaux de cette orthodoxie qui, dans la plus grande discrétion, fabrique du consentement au nouvel esprit du capitalisme...

Pascal Durand, le «quatrième pouvoir»: mythe ou réalité?

La formule est depuis trop longtemps la tarte à la crème du discours sur le système médiatique. Qu'il s'agisse de

dénoncer sa force d'intrusion dans le jeu des institutions ou de célébrer sa vertu démocratique de nécessaire vigilance à l'égard du pouvoir. C'est trop d'indignité d'un côté et trop d'honneur, de l'autre... Et, comme souvent, cela conduit à simplifier la problématique au bénéfice des deux parties: pourfendeurs démagogiques de la presse ou professionnels prompts à se décerner à peu de frais un brevet de démocratie. Ce que les auteurs réunis par l'ouvrage ont en commun, c'est de faire, au contraire, le pari de la complexité, tout en s'attachant à étudier des cas concrets et à fournir des instruments d'analyse au lecteur.

Vous soutenez à ce propos qu'un autre pouvoir s'exerce sur les médias. Lequel?

Le pouvoir dont les médias subissent l'emprise est double autant que diffus. D'un côté, il émane, non pas du monde politique comme on aime à le croire, mais, pour l'essentiel, du monde économique dont les médias font partie. En effet, ceux-ci sont, plus que jamais, des entreprises soumises aux intérêts privés de grands groupes, donc à un principe de rentabilité et, par voie de conséquence, d'allégeance à la pensée économique dominante. On voit de plus en plus, aujourd'hui, de grands groupes industriels –dont la communication n'est pas la principale sphère d'intérêt– s'emparer de larges pans des appareils d'information. Voyez Dassault, Lagardère ou Ernest-Antoine Seillère. C'est que non seulement les médias –et plus largement l'édition– représentent un marché considérable, mais qu'ils constituent également d'efficaces relais des stratégies de ces groupes et des politiques dont

© AFP

ils ont besoin pour se déployer au moindre coût.

Ces routines qui nous oppriment

Vous parliez d'une double emprise sur les médias?

D'un autre côté, le pouvoir qui s'exerce sur les médias émane des structures internes du système, en tant qu'elles sont incorporées par les agents qui y participent et au premier rang desquels figurent les membres de l'élite journalistique: rédacteurs en chef, chefs de rubrique, éditorialistes doivent leurs postes à leurs compétences professionnelles, certes, mais tout autant à la capacité qu'ils ont démontrée à rendre, au système qui les emploie, l'hommage que celui-ci attend d'eux: celui de la conformité à ses attentes, à ses valeurs, à ses enjeux. Tout champ social impose de telles formes de

socialisation et les journalistes n'y échappent pas plus que les juristes, les professeurs d'université ou les hommes politiques... C'est ce que, avec Bourdieu, on appelle un «habitus»: un mixte d'habitudes et de réflexes acquis, une perception du monde qui procèdent de l'incorporation, par le sujet, des structures de l'univers social dans lequel il opère.

Est-ce pour cette raison que l'on peut parler de censure dans les démocraties libérales où la liberté de la presse est constitutionnellement garantie?

Il en va de la liberté de la presse comme de l'égalité des citoyens: on a beau l'inscrire dans les textes, elle n'est qu'une approximation abstraite quand on la confronte à la réalité où prédominent divers types de censure et des rapports de force inégaux. Cela étant, le double pouvoir, externe et interne, qui s'exerce sur les médias relève de formes particulières de censure si l'on veut bien entendre celles-ci, non pas comme interdiction de dire ou de diffuser, ni comme volonté consciente de tronquer le réel, mais comme obligation de parler en un certain sens, par adhésion spontanée à la vision du monde que notre appartenance à ce monde détermine.

Pas de théorie du complot, donc?

De fait: en chaque agent c'est dans une large mesure le système qui s'exprime. C'est bien entendu difficile à admettre. Nous avons intégré l'idée que notre conscience n'est pas totalement transparente à elle-même: après tout, l'autre qui parle en nous et guide nos pulsions c'est encore un autre nous-même, obscur certes, mais chevillé à notre individualité. Nous opposons par contre une formidable résistance à l'idée que notre conscience, nos actes soient en large partie déterminés par les structures sociales: Freud oui, Marx non! Lacan oui, Bourdieu non! Spinoza écrit que le caillou qu'on vient de lancer, s'il se mettait à penser en plein vol, serait persuadé qu'il plane de sa propre volonté. Les journalistes, comme chacun de nous, sont des cailloux pensants de cette sorte: persuadés de réfléchir et d'agir librement là où nous suivons l'impulsion qui nous est donnée par la logique sociale dont nous relevons.

N'est-ce pas là donner dans un déterminisme radical?

Déterminisme, oui. Mais reconnaître les forces qui s'exercent sur nous, de l'extérieur comme de l'intérieur, permet, aussi, d'en réduire l'emprise.

L'effort de connaissance, éviter de se raconter des histoires, est la seule énergie que nous puissions opposer aux routines qui nous oppriment.

Journalisme de marché

Le sous-titre de l'ouvrage est «Figures de l'orthodoxie». De quelle orthodoxie s'agit-il?

Du fait que le pouvoir subi par les médias est double –externe et interne–, l'orthodoxie est double elle aussi. D'un côté, conformité aux catégories journalistiques de perception et de construction du monde: prime donnée à l'événementiel et à l'individualisation des actions et des faits, contre les processus sociaux. Le journaliste est cette conscience pour laquelle le monde n'est fait que de choses qui arrivent et de personnes qui concertent ces choses. Rien là de pendable, certes, mais il faut bien voir que le pouvoir de représentation que détiennent les médias leur permet d'imposer leur vision à l'ensemble des citoyens, en particulier, aux décideurs, grands consommateurs de journaux. De là la réduction croissante du discours politique à un ensemble de «petites phrases», formatées pour et par la presse. De là aussi que le commentaire politique, dans la presse d'aujourd'hui, tend de plus en plus à se ramener à un ensemble de petits potins, de stratégies de coulisse, de rapports de rivalité interpersonnelle. Nous sortons d'élections. De quoi a-t-il été question dans la presse dite sérieuse? De programmes, d'idéaux, de projets? Non: de Joëlle, Elio et Louis...

Noam Chomsky soutient que la fonction des médias est la «fabrication du consentement». Cela signifie quoi?

De son point de vue, que les médias dominants, étant placés directement sous la coupe du pouvoir, imposent une pensée favorable à l'idéologie dominante. Cela renvoie à la seconde forme d'orthodoxie à l'œuvre dans les médias. Dès lors en effet que ceux-ci sont «managés» comme des entreprises, les principes de rentabilité, d'efficacité, de lisibilité rapide viennent renforcer et accélérer les effets de la vision du monde portée par les médias. L'audimat est le symbole même de ce renforcement, comme aussi le pouvoir grandissant de la télévision et de l'information en continu qui n'autorisent guère le travail de recoupement et d'investigation sérieuse. Un journalisme de marché ne peut qu'être favorable à

une pensée de marché. Une presse soumise à un impératif de rendement rapide et employant pour l'essentiel des journalistes précaires ne peut qu'activer des réflexes d'écriture dans lesquels le stéréotype, le cliché, le lieu commun ont la part belle. Il suffit de quelques secondes, de quelques mots pour faire savoir et croire que la résistance en Irak est le fait de terroristes. Il faut beaucoup de temps, d'arguments pour expliquer ce qu'il en est sur le terrain... Le stéréotype, outil de la pensée pressée plus encore que de la pensée servile, est, par nature, favorable aux idées qui dominent dans un état donné de société. D'où la nécessité à laquelle nous appelons, exemples à l'appui, d'une lecture attentive, critique du discours médiatique, où c'est parfois dans le non-dit ou dans la façon de dire, plus que dans le contenu que se loge ce qu'il est convenu d'appeler l'idéologie³.

Plaidez-vous pour le retour d'une presse d'opinion classique?

L'opposition entre presse d'information et presse d'opinion est une autre distinction largement mythique. L'ordre des faits rapportés n'est pas un donné; il est ordonné par une représentation du monde, des processus de sélection et de mise en forme qui ne sont jamais neutres. Pas de proposition sans prise de position! Mais si l'on s'en tient à cette distinction, je ferai observer qu'en Wallonie, la plupart des journaux disparus dans les vingt dernières années appartenaient à la presse dite progressiste et qu'il ne reste plus donc, à s'en tenir à la presse dominante, qu'un journal de droite démagogique (*La Dernière Heure*), un journal chrétien (*La Libre Belgique*) et un journal d'establishment (*Le Soir*).

Faut-il dès lors appeler de ses vœux la renaissance d'une presse de gauche?

On a vu ce qu'a duré *Le Matin*! La question à se poser est plutôt celle-ci: si la presse d'information est essentielle à la vie démocratique –et j'en suis convaincu–, est-il normal qu'une telle institution soit soumise au jeu des intérêts privés? Autrement dit, ce que j'appelle de mes vœux, c'est une «déprivatisation» de la presse et une solide formation critique des aspirants au journalisme...

Spinoza écrit que le caillou qu'on vient de lancer, s'il se mettait à penser en plein vol, serait persuadé qu'il plane de sa propre volonté. Les journalistes, comme chacun de nous, sont des cailloux pensants de cette sorte...

¹ Médias et censure - Figures de l'orthodoxie, éditions de l'Université de Liège, 243 pages. Ont contribué à l'ouvrage des spécialistes comme Armand Mattelart, Alain Accardo, Erik Neveu, Patrick Champagne, Noam Chomsky, etc.

² Pascal Durand –qui dirige par ailleurs la collection «Liberté, j'écris ton nom» aux éditions Labor/Espace de libertés– est chargé de cours en faculté de Philosophie et Lettres de la même université.

³ Voir notamment le site Internet «Acrimed» (Action critique médias), une association de lutte contre les dérives du journalisme: www.acrimed.org.

Euthanasie

La France sourde, muette et aveugle

Septembre 2003: l'affaire Vincent Humbert éclate. On se souviendra de la supplique que Vincent, tétraplégique, muet, quasi aveugle et nourri par sonde gastrique à la suite d'un accident de la route, avait adressée au président Chirac fin 2002: «*je vous demande le droit de mourir*». De sa rencontre avec le président, sa mère, Marie, reviendra avec un message: «*il faut lui redonner la joie de vivre...*». Et l'émotion retombera jusqu'au 24 septembre 2003, anniversaire de l'accident, date choisie par Vincent et sa mère pour poser cet acte de délivrance qui lui était refusé par tous.

Les barbituriques administrés par sa mère ne le plongeront cependant que dans un coma... Il faudra attendre la décision de l'équipe du docteur Chaussoy pour qu'enfin Vincent soit libéré de cette prison qu'était devenu son corps.

La France allait-elle pouvoir échapper au débat sur l'euthanasie? Le monde politique devait rapidement trouver une parade.

Et ce fut la création, au sein de l'Assemblée nationale, de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie. Installée officiellement le 15 octobre 2003, la mission présentera le 30 juin 2004 son rapport, rédigé, selon la formule adoptée lors de son installation, de façon collective et consensuelle¹.

Huit mois auront suffi aux députés français pour rejeter toute idée de dépénaliser l'euthanasie. Impensable, pour le président-rapporteur Leonetti! Ce cardiologue peut certes accepter l'idée de laisser mourir un patient. Ce qui le gêne dans l'euthanasie est d'avoir à mettre fin à la vie sur ordre... du patient². Même la timide solution procédurale d'exception d'euthanasie proposée par le Comité consultatif national d'éthique est disqualifiée³.

La solution de la mission: «laisser mourir», en arrêtant un traitement mais pas question de «faire mourir»

en injectant un produit létal. Mais elle évite soigneusement de considérer ce qui se passe entre le moment de l'arrêt de traitement et le décès! Dans des cas extrêmes comme celui de Vincent, une procédure très encadrée permettrait, si le médecin ne parvenait pas à convaincre le patient de continuer à vivre, de retirer éventuellement la sonde gastrique, de le placer sous sédation et d'attendre la mort par inanition...

Et pourtant la mission s'enorgueillit d'avoir procédé à des auditions, «plus nombreuses que le Sénat belge», et revendique de s'être déplacée à l'étranger.

Effectivement, le 2 mars 2004, une délégation de la mission arrivait à Bruxelles en gare du Midi à 8h50 et repartait à 17h46. Quelque 8 heures pour faire le tour de la question! On apprendra à la lecture du rapport: «*Entrée en vigueur quatre mois après son adoption, la loi belge continue de diviser chrétiens et laïcs, comme a pu le constater la mission en assistant à des débats très vifs sur le sujet au Sénat belge*». Il est vrai que le groupe parlementaire d'amitié France/Belgique chargé de l'accueillir était animé par le CD&V Hugo Vandenberghe.

Il m'est impossible en quelques lignes de relever les nombreuses inexactitudes que comporte le rapport au sujet de la loi belge⁴. Pour résumer, la Belgique a bâclé ce débat car la majorité arc-en-ciel voulait marquer sa différence par une loi de dépénalisation de l'euthanasie en même temps qu'elle plaiderait pour le mariage homosexuel et la tolérance en matière de drogues douces. Les Pays-Bas devenaient donc l'exemple d'un pays qui, lui, avait traité sérieusement cette question: «*La législation belge est le décalage a posteriori de la législation hollandaise. Elle a été inspirée par de fortes considérations politiques alors que la loi hollandaise s'inscrit dans une démarche réfléchie, enracinée dans un contexte culturel et religieux...*».

Mais c'est là le seul compliment à l'égard des Pays-Bas, puisque, pour

la mission, les législations néerlandaise et belge n'offrent que «des réponses partielles aux problèmes de la fin de vie». Et de citer les propos hautement scientifiques du juriste Pradel⁵. «*Un ami hollandais m'a fait le compte rendu de l'application (de la loi hollandaise) et il m'a indiqué que la loi n'était pas du tout appliquée, que les dérives sont considérables*».

Heureux Français qui ont tout compris et qui ne s'égarent pas sur les terrains dangereux de l'euthanasie! *Ite missa est*.

La République française se pose en modèle, grâce à la loi de 1905, du principe de la séparation de l'Église et de l'État et se penche avec une certaine condescendance sur le très catholique royaume de Belgique.

Et pourtant, depuis le combat courageux d'une Simone Veil pour la dépénalisation de l'IVG, la France ne brille guère à l'occasion des débats éthiques. Le délit d'interruption involontaire de grossesse a failli entrer dans le code pénal français. Lors de la révision de la loi de bioéthique, le Parlement a accepté du bout des lèvres d'envisager la possibilité de recherches sur embryons mais a condamné le clonage thérapeutique.

Que sont nos amis laïques français devenus?

En matière d'euthanasie, on a atteint des sommets. Lorsque les députés doivent débattre du droit de pouvoir choisir le moment de mourir, dont le fondement est le respect de l'autonomie de la personne, ils entendent les différents dirigeants des cultes et à leur suite, les grands maîtres des obédiences maçonniques. Et les divers discours, à de très rares exceptions près (par exemple, ceux de Henri Caillavet, président honoraire de l'ADMD et du philosophe André Comte-Sponville), sont imprégnés d'interdit religieux.

Mais, silence, la France est une république laïque! ■

Jacqueline Herremans

© Flémal

Francophonie et facilités: deux enjeux ringards?

Deux interviews récentes –dans *Le Soir* et *Le Vif-l'Express* du même 25 juin 2004– de mon collègue de l'UCL, Philippe Van Parijs, m'ont fait sursauter. Dans *Le Soir*, il affirme que plaider pour le maintien des facilités dans la périphérie bruxelloise constitue une «revendication idiote». Dans *Le Vif*, il enfonce le clou, élargit le problème et définit la défense de la francophonie comme un «combat d'arrière-garde». Ce magazine le présente –tout à fait légitimement, je m'empresse de le souligner –comme «l'une des plus grandes pointures du monde universitaire belge». Les travaux de ce philosophe font en effet autorité, et j'ai toujours éprouvé une vive sympathie pour ses thèses socialement progressistes, telle que par exemple l'«allocation universelle». Mais on peut être un savant philosophe et formuler –de bonne foi, je suppose– des sentences douteuses lorsque l'on sort de son domaine de compétence.

Une preuve flagrante d'une telle regrettable dérive? Je la décèle, entre autres, dans ce que cet intellectuel de haut vol –qui travaille en Wallonie et habite à Bruxelles– affirme sans nuances à propos d'un problème concret que moi, sociologue engagé sur le terrain, j'ai été contraint de découvrir à mon corps défendant et donc de connaître particulièrement bien: le passé, le présent et le futur du régime des facilités dans la périphérie bruxelloise.

Le passé: elles n'ont pas été créées dans la perspective de n'être que transitoires (ce qu'a rappelé récemment, peu avant son décès, le ministre Gilson, «père» de la loi les instituant). Le présent: loin d'être, comme le prétend Philippe Van Parijs, un instrument de pacification sociopolitique, ce système ne fait qu'attiser les conflits communautaires (incessantes tracasseries administratives, judiciaires, culturelles et éducatives), car il n'a été «accordé» qu'en contrepartie d'un clichage artificiel de la frontière linguistique ne tenant pas compte des réalités sociologiques locales.

Le futur: mon collègue, non content de prétendre à tort –reprenant en cela l'essentiel des revendications des partis néerlandophones– que les «facilités» accordées aux habitants francophones de la périphérie ne sont ou ne devraient être que transitoires, va encore plus loin et soutient l'idée (dans *Le Vif*) que leur suppression est dans l'intérêt bien compris de la Wallonie et de Bruxelles... alors qu'une telle suppression serait, selon

cile négociation communautaire! Mais aussi une faute politique, car ce serait –par une décision inutilement vexatoire– couvrir un abcès de fixation de guerres fraternelles (?) entre nos concitoyens néerlandophones et francophones.

Par ailleurs, je suis au regret de devoir relever plusieurs autres erreurs d'interprétation dans les propos publics de mon collègue. Faute de place, je n'en citerai que deux ici. La première est qu'il me paraît dangereux et inopportun de plaider (dans *Le Soir*) en faveur d'une rupture du cordon sanitaire autour du Vlaams Blok, à partir de l'exemple peu probant du phagocytage de Groen par les partis dits «démocratiques» (le parti extrémiste possède une nature, une culture et une structure bien plus solides et dangereuses que celles des écologistes). La deuxième consiste à défendre (dans *Le Vif*) la promotion de l'anglais au cœur des activités scientifiques: ce qui peut être valable pour les sciences physiques (naturelles) ne l'est pas nécessairement pour les sciences humaines (culturelles), notamment pour la sociologie précisément vouée à l'analyse et à l'expression des différences culturelles (ce qu'avait très bien compris mon maître Henri Janne, le quel, avec son compère Georges Gurvitch, a créé en 1958 la toujours vivante Association internationale des sociologues de langue française afin de lutter contre les néfastes tendances hégémoniques de la langue et de la culture anglo-américaines dans leur discipline). Comme quoi un remarquable philosophe en chambre ne fait pas pour autant un citoyen aux jugements irréfutables. Ce qui ne m'empêche nullement de lui conserver toute mon estime académique... Bref, selon moi, la francophonie et les facilités, loin de constituer des enjeux ringards, méritent, pour leur défense, une intense mobilisation de nos énergies démocratiques. ■

Marcel Bolle De Bal

Le fameux «Gordel» qui rassemble quelque 10 000 personnes chaque année autour des dix-neuf communes.

moi, non seulement une erreur sociologique, mais surtout une faute politique.

Une erreur sociologique: ce serait nier cette réalité irréfutable que les habitants des communes concernées, en leur grande majorité sont francophones et que beaucoup d'entre eux –ce qui est mon cas– sont venus s'y installer alors que ces entités n'avaient pas encore été rejetées en région flamande. Une faute politique: quelle bétise, pour un maître à penser wallon, d'ainsi déformer la position des représentants francophones au moment où va s'engager une diffi-

Marcel Bolle De Bal est professeur émérite de l'ULB.

¹ Assemblée nationale, doc. n°1708.
² «La mort hors la loi», documentaire réalisé par Richard Vargas, diffusé sur Arte le 21 juillet 2004: Leonetti utilisera le verbe «tuer».
³ Avis n°63 du 27 janvier 2000.
⁴ p. 182 et suivantes du Rapport Leonetti.
⁵ p. 190 et suivantes du Rapport.

Jacqueline Herremans est présidente de l'ADMD et trésorière du CAL.

Le scrutin fédéral 2003 revisité

Le scrutin fédéral du 18 mai 2003 avait frappé les imaginations par l'ampleur des mouvements dessinés par l'électeur¹. Deux familles politiques et quatre partis en étaient sortis gagnants: les socialistes du parti socialiste (PS) et du cartel Socialistische Partij anders-Spirit (SPA-Spirit), et les libéraux des Vlaamse Liberalen en Democraten (VLD) et du Mouvement réformateur (MR). Deux autres familles et quatre formations étaient ressorties égratignées: les verts d'Écolo et d'Agalev enduraient une très sévère déroute tandis que les démocrates chrétiens du Christen Democratisch en Vlaams (CD&V) et du Centre démocrate humaniste (CDH) se tassaient encore par rapport à leur score calamiteux de juin 1999. Pour sa part, le Vlaams Blok voyait sa «règle d'or» tristement confirmée: il ne perd aucune élections depuis le scrutin communal d'octobre 1988.

Dans la foulée logique de ce scrutin, était mis en place un exécutif fédéral associant les quatre formations démocratiques l'ayant remporté. Dans le même temps, les exécutifs régionaux et de Communauté conservaient les mêmes majorités (essentiellement socialiste-libérale-verte). D'aucuns attendaient pour le scrutin régional et européen du 13 juin 2004 un vote de confirmation de cette élection. On le sait et nous y reviendrons, il s'en est fallu de beaucoup. C'est qu'en un an, nombre d'éléments du contexte politique et économique se sont transformés. Mentionnons très brièvement les principaux d'entre eux.

Contrairement à la situation qui prévalait au moment de la prise de charge du gouvernement Verhofstadt I, la

conjecture économique était lors du lancement du nouvel exécutif fédéral beaucoup plus morose et n'a autorisé aucun *moment de grâce*. Par ailleurs, la nouveauté associée au renvoi des démocrates chrétiens dans l'opposition s'était singulièrement estompée. Plus fondamentalement, le gouvernement Verhofstadt II a vu le jour avec deux perspectives politiques très dissemblables dans le chef des socialistes et des libéraux. Les premiers souhaitaient rendre visible une rupture avec l'exécutif précédent eu égard à un rapport de forces sensiblement différent de la situation qui prévalait en 1999.

Désormais la famille socialiste était la première du Royaume en voix et à une encablure en sièges. À l'opposé, les libéraux visaient à marquer ce gouvernement du sceau de la continuité par rapport à la législature précédente. En dépit des signes avant-coureurs manifestés lors de la formation de l'exécutif, il n'est pas évident que les libéraux (flamands) aient bien intégré cette nouvelle donne. L'exécutif fédéral était par ailleurs handicapé par la proximité de la tenue du scrutin régional, qui a retardé d'un an son véritable envol et les arbitrages, notamment budgétaires et institutionnels, essentiels.

Au surplus, cette première année a été jalonnée de quelques crises qui ont surtout (mais pas exclusivement) affecté la famille libérale: le conflit sur le contrôle des chômeurs et la délivrance des chèques-services, le vote de la loi sur l'octroi du droit de vote aux non-ressortissants de l'Union européenne à l'occasion des élections communales, la démission de Daniel Ducarme du poste de Ministre-Président de la Région bruxel-

loise, le remplacement temporaire de Karel De Gucht à la tête du VLD par Dirk Sterckx... Par ailleurs, le paysage politique lui-même subissait quelques changements. Le CD&V désormais dirigé par Yves Leterme concluait un cartel électoral avec la Nieuw-Vlaamse Alliantie (NVA) de Geert Bourgeois tandis qu'Agalev muait en Groen!, présidé par l'ancienne ministre régionale Vera Dua.

Les résultats

Et c'est en Flandre que le mouvement a été le plus impressionnant. Explications.

1. Le grand gagnant du scrutin est le Vlaams Blok qui devient, au soir du scrutin, le premier parti flamand. En dépit de sa condamnation par la Cour d'appel de Gand en avril 2004, l'extrême droite flamande enregistre un gain de neuf points (!) par rapport au scrutin régional de 1999 et de six points par rapport à l'élection fédérale de 2003. Son pouvoir de nuisance est plus élevé que jamais.

2. A *contrario*, le VLD enregistre un tassement sérieux. Il perd plus de deux points par rapport à 1999 et, surtout, 4,5 points vis-à-vis du scrutin fédéral du 18 mai 2003. Encore convient-il de souligner que c'est sans compter avec les voix de Vivant. L'approche à l'égard du score socialiste est plus complexe. Si l'on prend comme point de référence 1999 (élection calamiteuse pour le SP), le cartel SPA-Spirit connaît une bonne progression. En revanche, eu égard au résultat du 18 mai 2003, les socialistes flamands perdent aussi 4,5 points. Bref en l'espace d'un an, les deux partenaires flamands du gouvernement fédéral ont perdu neuf points, et donc aussi leur capacité à nouer une majorité en Flandre.

3. Le cartel CD&V-NVA arrive en tête. Contrairement à ce qui a pu être présenté comme un succès, ce score est très décevant pour les démocrates chrétiens flamands. Il correspond très exactement au total des voix cumulées du CD&V et de la NVA en mai 2003. S'il a permis à Yves Leterme d'être formateur (puis Ministre-Président) en Flandre, il ne peut masquer que ce score confirme le déclin structurel du catholicisme politique en Flandre.

4. Groen! (ex-Agalev) a pu sauver (l'essentiel de) sa tête. Pour les Verts flamands, une reproduction du résultat de 2003 aurait presque entraîné la mort clinique. Privé de ministres fé-

déraux, régionaux, et de toute représentation parlementaire fédérale, la présence de Groen! sur l'échiquier politique flamand sans députés régionaux aurait été ramenée à sa plus simple expression. Au final, Groen! a pu franchir le seuil de 5% dans quatre circonscriptions sur cinq et conserver de la sorte six élus, auxquels on peut ajouter le mandat d'Adelheid Bytbeier en Région bruxelloise. Certes, les moyens du parti sont singulièrement écornés mais il conserve par ce biais visibilité et expertise.

Dans le collège flamand de Bruxelles, le Vlaams Blok a aisément conservé son statut de premier parti flamand de la capitale mais sans atteindre le total qui lui aurait permis de bloquer les institutions.

Dans l'espace politique francophone, on peut décliner le scrutin en cinq tendances majeures.

1. Le PS est le grand triomphateur du scrutin, électoralement et politiquement. Des quatre (cinq si l'on y ajoute Spirit) formations de la coalition gouvernementale fédérale, le PS est le seul à confirmer, sinon amplifier, l'excellent résultat du 18 mai 2003. En particulier à Bruxelles. Dans la capitale, le PS enregistre une progression de près de 13 points par rapport à 1999 et de plus de 4 points par rapport 2003. Celle-ci lui permet de (re)devenir le premier parti de la Région devant le MR. Vu autrement, c'est la première fois que le score cumulé du FDF et du PRL est inférieur à celui du PS. Charles Picqué reprend de la sorte la Ministre-Présidence, qu'il avait dû céder le temps d'une législature.

En Wallonie, les moins de 30% de 1999 sont effacés et leur score du scrutin fédéral est confirmé avec même une nouvelle légère progression. Avec 34 sièges sur 75, le parti socialiste avait le choix de son partenaire.

2. Pour le MR, le reflux est significatif. En Région bruxelloise, le parti perd plus de 6 points par rapport à 1999 (3 si l'on prend 2003 comme point de référence) et surtout son statut, qui semblait pourtant hors d'atteinte, de premier parti de la capitale.

Dans l'espace wallon, les pertes sont très contenues par rapport au scrutin régional de 1999 (moins 0,40 point et un siège). Mais tout le gain de 2003 s'est évaporé. Rappelons néanmoins que 2003 était la meilleure année électorale pour le libéralisme politique depuis l'instauration du suffrage universel.

3. Après avoir raté son entrée en matière, le CDH a réussi sa deuxième sortie électorale. Les démocrates chrétiens francophones réussissent une forte progression à Bruxelles (+ 4,3 et 2,5 points par rapport à 1999 et 2003), où ils étaient menacés de marginalité politique². Dans l'espace wallon, l'évolution est moins nette dès lors que le CDH ne progresse que de 0,50 point par rapport à 1999 (2,30 points avec 2003 comme point de référence). Ces résultats restent toujours très bas si l'on prend les performances du PSC comme base de comparaison. Mais le CDH a retourné une courbe électorale plongeante.

4. Pour sa part, Écolo reste à marée (très) basse. Alors que les Verts francophones escomptaient atteindre un pourcentage à deux chiffres en Wallonie et à Bruxelles, Écolo est loin du compte. La défaite traumatique de mai 2003 est corroborée. À Bruxelles, elle est même approfondie en raison sans doute d'un effet «vote utile» au profit de Charles Picqué.

En Wallonie, il y a en revanche un petit correctif. Mais il n'a permis de sauver qu'un siège «perdu» sur la base des résultats de 2003, celui du Brabant wallon (Marcel Cheron). Par contre, Écolo a perdu toute représentation parlementaire dans le Hainaut et ne se retrouve qu'avec une délégation parlementaire de trois unités à la Région wallonne, perdant de ce fait son statut de groupe politique. La même observation prévaut d'ailleurs à la Communauté française.

5. Enfin, le Front national confirme sa progression tant par rapport à 1999 qu'à 2003. Avec 16,86% le FN devient même le deuxième parti en importance à Charleroi, première ville wallonne.

Les suites politiques

Face à ces résultats, la mise en place de gouvernements en phase avec la majorité à l'échelon fédéral n'était strictement pas possible, compte tenu de l'arithmétique en Flandre. En revanche, une symétrie (très) relative était envisageable en mettant en place des gouvernements libéraux-socialistes en Régions wallonne et bruxelloise, et en Communauté française, et un exécutif tripartite classique à la Région-Communauté flamande.

Les choix opérés n'ont pas été dans cette voie. Le PS a opté pour un par-

tenariat privilégié avec le CDH, élargi à Ecolo en Région bruxelloise, renvoyant de la sorte le MR sur les bancs de l'opposition dans les entités fédérées. Ce choix s'effectue avec un affaiblissement spectaculaire du poids et de la présence du MR au gouvernement fédéral compte tenu du départ de Louis Michel à la Commission européenne. Les prochains moins ne seront donc pas simples.

En Flandre, compte tenu du score du Vlaams Blok et du refus précipité de Groen! d'être partie prenante de l'exécutif régional-communautaire, il n'y avait guère de choix. Il fallait nécessairement une coalition des trois partis démocratiques historiques élargie à leurs partenaires de cartel, la NVA et Spirit.

La Belgique entre donc de plain-pied dans une nouvelle étape de son fédéralisme. L'asymétrie politique n'est pourtant pas complètement nouvelle.

Mais la configuration actuelle est très différente dans son essence. D'abord il y a asymétrie entre le fédéral et toutes les entités fédérées (les trois Régions et les trois Communautés). De plus, pour la première fois, le Ministre-Président d'une entité fédérée importante (Région-Communauté flamande) appartient à un parti dans l'opposition au plan fédéral. Pour la première fois aussi, un parti important de l'exécutif fédéral est dans l'opposition à l'échelle des entités fédérées. Enfin, les quatre partis démocratiques francophones se retrouvent à un niveau ou l'autre au pouvoir...

Bien sûr, dans un État fédéral «classique», tout cela est absolument normal. L'entité fédérale et les institutions fédérées ont en principe leur vie et leur dynamique propres. Mais vit-on dans un État fédéral classique? C'est toute la question.

Jusqu'à présent, tout a démontré le contraire³. Il y a une imbrication forte –au premier chef dans le personnel politique– entre les différents niveaux de pouvoir. Les changements dans les gouvernements régionaux et communautaires après le scrutin fédéral de 2003 en avaient été une des nombreuses illustrations. Les modifications intervenues dans l'exécutif fédéral au terme de l'élection régionale en sont une autre.

Et, il y a fort à parier qu'elle n'accélère le déclin de l'échelon fédéral au profit des entités fédérées.

Pascal Delwit

¹ Pascal Delwit, Émilie Van Haute, « Les élections fédérales du 18 mai 2003 : un scrutin de «défragmentation», *L'année sociale 2003*, Bruxelles, Institut de sociologie 2004, pp. 11-24.

² Pascal Delwit, «Les mutations électorales du parti social chrétien », in Pascal Delwit (ed.) *Le parti social chrétien. Mutations et perspectives*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2002, pp. 65-81.

³ Pascal Delwit, Jean-Benoit Pilet, «Fédéralisme, institutions et vie politique. Stabilité, instabilité et retour», in Marie-Thérèse Coenen, Serge Govaert, Jean Heinen (ed.), *L'état de la Belgique ? 1989-2004. Quinze années à la charnière du siècle*, Bruxelles, De Boeck, 2004, pp. 43-79.

Pascal Delwit est professeur en science politique à l'ULB et directeur du Centre d'étude de la vie politique de l'ULB.

La Tchétchénie, victime du 11 septembre

Les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont incontestablement constitué un recul pour la situation des droits de l'homme dans le monde musulman. La Tchétchénie illustre –et elle n'est pas la seule– ce constat.

P eu de temps auparavant, certains régimes totalitaires commençaient en effet à éprouver de sérieuses difficultés à faire passer une répression indifférenciée à l'égard de toute forme d'opposition pour de la lutte contre l'islamisme radical. Le cas de la Tunisie par exemple est à cet égard emblématique. En effet, le régime de Ben Ali, caractérisé par des scrutins flirtant avec 99% de «oui» exprimés, par une liberté de la presse totalement inexistante et par un usage systématique de l'emprisonnement arbitraire et de la torture, commençait tout doucement à ressentir difficilement les pressions internationales émanant d'organisations de défense de droits de l'Homme, mais aussi, plus feutrées il est vrai, d'États européens de plus en plus embarrassés. Le régime tunisien a dès lors perçu comme une aubaine le 11 septembre qui lui a permis d'habilement exploiter le sentiment de peur légitime suscité en Occident par Al Qaïda pour continuer, dans l'indifférence générale cette fois-ci, à étouffer toute opposition, de quelque nature qu'elle soit. Autre exemple: le gouvernement Sharon qui, arguant de liens entre l'Autorité palestinienne, le Hamas et Al Qaïda, faisait assassiner quelques jours après le 11 septembre une quinzaine de Palestiniens dans une indifférence jusque-là sans précédent.

Mauvaises victimes?

La Tchétchénie subit également le même sort à un moment où Vladimir Poutine a de plus en plus de mal à justifier une politique agressive et cri-

minelle dans cette petite république du Caucase du Nord. Il inscrit donc fort opportunément sa guerre contre les Tchétchènes dans le cadre de la guerre globale contre le terrorisme lancée par les États-Unis avec, pour conséquence, une méfiance accrue, et un risque de désintérêt croissant en Occident et en Europe pour le sort d'un peuple qui depuis 1995 a tout de même vu sa population réduite physiquement de 25%. Dans le contexte du 11 septembre et sur fond de réel danger constitué par l'islamisme radical transfrontalier, on pourrait être tenté de distinguer entre bons et mauvais bourreaux, de choisir le dictateur «laïque» contre l'obscurantisme religieux au détriment systématique d'une population victime avant tout de la barbarie et qui ne se reconnaît ni ne se définit par rapport à des catégories binaires et erronées. Pour s'être confondue dans certaines situations avec des islamistes radicaux, la résistance tchétchène perdrait ainsi à nos yeux toute légitimité, alors pourtant que les exactions commises par les forces de sécurité russes, et leurs supplétifs tchétchènes, frisent de l'avis des observateurs les plus sérieux et les plus indépendants, l'intention génocidaire.

Dilemme philosophique dans lequel il convient d'autant moins de tomber que la Tchétchénie n'est pas et n'a jamais été la base arrière d'un islamisme radical internationaliste. En d'autres termes, la Tchétchénie n'est pas devenue sous la houlette d'une résistance à l'oppression un autre Afghanistan des talibans. «En effet» explique Aude Merlin –politologue et

co-auteur de *Tchétchénie: dix clés pour comprendre*¹: «la Tchétchénie ne peut déjà pas être comparée à l'Afghanistan dès lors qu'elle ne constitue ni dans les faits ni en droit un État indépendant. En outre, à l'inverse du cas afghan, la Tchétchénie ne constitue pas une base d'où repartiraient des combattants islamistes vers d'autres djihads. Le mouvement ne s'y est fait qu'à sens unique, c'est-à-dire vers la Tchétchénie et de toute façon dans une proportion bien moindre». Sophie Shihab, journaliste du *Monde* qui a couvert la guerre en Tchétchénie depuis 1995, a investigué sur ce sujet pour constater que l'armée américaine n'avait arrêté aucun Tchétchène en Afghanistan et que par conséquent aucun Tchétchène n'était détenu à Guantanamo.

L'islam tchétchène se distingue par sa dimension confrérique et soufie. Sans tomber dans des poncifs romantiques sur le soufisme, cela induit néanmoins une pratique très éloignée de l'islam épuré (opposé au culte des saints, aux confréries) qui caractérise l'islam wahhabite d'inspiration saoudienne. L'islam tchétchène a par ailleurs déjà remarquablement résisté à la déportation stalinienne qui a affecté la totalité de la population tchétchène (pas un Tchétchène né entre 1943, début de la déportation, et 1956, reconnaissance khrouchtévienne de la déportation, n'est ainsi né sur le territoire de la République tchétchéno-ingouche).

Néanmoins, l'islam traditionnel qui s'est structuré dans la lutte contre l'envahisseur russe qui investit le Caucase du nord au XIX^e siècle a évolué au gré de ses rapports avec le système soviétique qui a su l'instrumentaliser et le corrompre aux yeux des nouvelles générations, provoquant donc une métamorphose susceptible de créer un terreau propice à la manifestation d'un islam différent, réformiste ou radical. Par ailleurs, la déstructuration engendrée par les guerres successives de Tchétchénie depuis 1995 a encore accentué cette tendance, malgré une résistance des structures traditionnelles.

Facteur religieux et montée en puissance indépendantiste

Par ailleurs, si le facteur religieux constitue indéniablement un fondement de la résistance tchétchène face à la Russie tsariste et à l'URSS, il s'inscrit aussi dans un processus de réappropriation identitaire qui accompagne la montée en puissance du mouvement indépendantiste tchétchène depuis le début des années nonante. Ce mouvement se distingue néanmoins surtout par sa caractéristique indépendantiste. Le premier président tchétchène indépendantiste Djokhar Douaïev, ancien général de l'armée de l'air soviétique, se distinguait par son ignorance en matière religieuse et n'instrumentalisait un islam traditionnel tchétchène que dans le registre du symbolique au point de ralentir la propagation de l'islam politique. L'ouverture de la Tchétchénie vers le monde arabe et musulman, notamment par le biais de la diaspora tchétchène de Jordanie, amorce une influence d'un islam plus politique qui va se confronter à l'islam traditionnel. Petit à petit et par le biais de petits groupes disposant de moyens financiers relativement importants, des islamistes prennent pied en Tchétchénie et séduisent même des jeunes destructurés et de plus en plus ignorants vis-à-vis de l'islam traditionnel mais qui rejoignent des bataillons islamistes davantage pour le prestige et les moyens que cela suppose que par véritable conversion idéologique.

Le président tchétchène indépendantiste Aslan Maskhadov, élu en 1997, fait ainsi quelques concessions aux islamistes dans un contexte d'influence croissante de ces derniers en permettant la mise en place de tribunaux chariatiques de 1997 à 1999, quand les indépendantistes tchétchènes dans le cadre d'un accord de

paix avec la Russie gèrent leur État de façon autonome. Face à la faillite de cet embryon d'État, mal géré, et conséquence de la conjonction du discrédit suscité par ces tribunaux et de l'instrumentalisation des groupes islamistes par les forces russes qui reprennent la guerre en 1999, l'islam radical qualifié de «wahhabite» subit un sérieux discrédit dans la population tchétchène, au moment précis où Vladimir Poutine essaie de faire passer la Tchétchénie pour un nouvel Afghanistan.

Le stratagème fonctionne d'autant mieux que la Tchétchénie apparaît désormais aux États-Unis et en Europe, mais aussi et surtout dans le monde musulman extérieur, comme un des lieux de l'affrontement global entre islam et monde occidental. «La Tchétchénie devient en effet un enjeu de mobilisation pour les djihadistes du monde entier, principalement sur un mode fantasmatique», explique Aude Merlin, d e

seul «martyr» étranger mort en Tchétchénie».

L'islam tchétchène en métamorphose

De même, l'évocation en France de l'existence d'un réseau islamiste qualifié de «filière tchétchène» n'a pas peu contribué au fantasme de la présence de camps d'entraînement en Tchétchénie où se rencontreraient des islamistes du monde entier. Il s'agissait en fait dans ce cas précis d'islamistes d'origine arabe issus de la banlieue parisienne désirant se rendre en Tchétchénie où pas un seul d'entre eux n'est finalement parvenu, si ce n'est Menad Benchelali, qui arrivé dans le nord de la Géorgie, n'a pas réussi à passer en Tchétchénie. La dimension géographique, et donc la difficulté d'accès, explique donc aussi l'impossibilité pour la Tchétchénie de devenir ce nouvel Afghanistan.

On peut donc affirmer que, malgré les fantasmes d'islamistes qui souhaïteraient sans doute se sublimer dans un *djihad* tchétchène, la Tchétchénie n'est pas devenue une base de formation où combattraient de nombreux islamistes radicaux transfrontaliers et d'où ils repartiraient vers d'autres cieux. Quant à l'islam tchétchène, il est en situation de métamorphose, notamment –mais pas seulement– sous l'influence d'un islam politique partiellement importé, dans le cadre de la résistance d'un peuple qui, au delà de ses appartenances religieuses dans une société très sécularisée, lutte ni plus ni moins pour sa survie. Ce que le discours opportuniste et mensonger de Vladimir Poutine ne doit en aucun cas faire oublier. ■

Pierre Vanrie

¹ La découverte, Paris, 2003.

Ils sont avant tout critiques. Les uns veulent voir leur pays quitter l'Union, les autres exigent la révision du traité d'adhésion. Sans parler des traqueurs d'abus. Hétéroclites, de l'extrême gauche à l'extrême droite, les eurosceptiques veulent jouer un rôle. Mais lequel?

Les élections du 13 juin ont laissé un goût amer aux défenseurs d'une certaine vision de l'Europe. On a beaucoup glosé sur l'abstention record enregistrée à cette occasion, y voyant la lassitude de l'électorat, le rejet de la bureaucratie bruxelloise, la désaffection croissante vis-à-vis du monde politique considéré comme corrompu. En Europe centrale et orientale où le taux de participation moyen s'est traîné à 20%, la conjonction de ces options a conduit à un vote majoritairement critique. Les années de transition y ont fait, il est vrai, une piètre publicité à la lointaine Bruxelles, pour laquelle tant d'efforts ont été fournis en vue de l'adhésion, vers laquelle tant de pouvoirs difficilement reconquis ont été transférés. Vote-sanction, abstention-sanction...

À l'Ouest, les gouvernements des États membres ont en main au moins une clé du problème: ils ne peuvent pas impunément tirer la couverture à eux quand le moment sert leurs intérêts et rejeter la faute sur l'UE lorsqu'ils doivent présenter des comptes à leurs administrés. Cet état d'esprit fait dire parfois qu'en optant pour l'abstention, les électeurs pèchent

par excès de confiance envers leurs dirigeants. Joli paradoxe.

Mais un danger autrement imminent poindrait le bout du nez: le regain de vigueur de l'euroscpticisme. Le 13 juin dernier, 121 des 732 députés du Parlement européen ont été élus sur base de programmes résolument, farouchement critiques envers l'UE. Une bombe à retardement?

Il faut nuancer le propos. Car l'opposition manifestée par ces partis ne consiste pas toujours à vouloir en finir avec l'Europe des pères fondateurs. Chacun a son fonds de commerce. Les listes emmenées par l'Autrichien Hans Peter Martin et le Néerlandais Paul Van Buitenen demandent, par exemple, un meilleur fonctionnement des structures de l'Union et moins de gabegie. Le Front national de Jean-Marie Le Pen exige la préservation des souverainetés nationales sans pour autant se prononcer sur le maintien de la France dans l'Union. Au contraire de l'Ukip britannique qui plaide pour la sortie pure et simple du Royaume-Uni. Certaines listes présentées dans les nouveaux États membres ont fait campagne pour une révision du traité d'adhésion, etc.

À ces attaques aussi nombreuses que disparates s'ajoute la réalité des chiffres. Contrairement à ce qui a été beaucoup écrit, les eurosceptiques n'ont pas vu leurs rangs se renforcer –quantitativement– le 13 juin dernier. Globalement, depuis la création du Parlement européen en 1979, ils ont maintenu leurs positions, quand ils n'ont pas légèrement régressé. En 1984, dans une Union à dix, ils totalisaient 19,5% des votes exprimés contre 16,06 % pour les Vingt-Cinq en 2004. Dans le quotidien *Libération*, le politologue français Dominique Reynié écrit ainsi: «Si bien que 1999 et 2004 apparaissent comme les deux scrutins qui ont le moins mobilisé les électeurs en général et les électeurs eurocritiques en particulier»¹. Chose d'autant plus avérée qu'à l'une ou l'autre exception notoire près, les partis de gauche ou de droite qui sont au pouvoir dans les pays de l'Union ont tiré leur épingle du jeu lors du dernier scrutin.

Reste le fantasme d'une grande internationale eurosceptique. Question: et si demain l'on assistait à la formation

d'un groupe parlementaire réunissant les antis et les ultras, un ver qui rongerait la pomme Europe de l'intérieur. Réponse: ce groupe ne verra pas le jour au cours de cette législature, la date-butoir du 20 juillet 2004 à laquelle il aurait dû être constitué étant dépassée.

Pourquoi cette incapacité à s'unir? Prenons la seule extrême droite. À la mi-juin, le Vlaams Blok a entrepris de consolider la vieille alliance qu'il forme avec le Front national de Jean-Marie Le Pen au sein de l'hémicycle strasbourgeois en tentant de racoler large. L'Autrichien Andreas Mölzer, seul élu du Parti de la Liberté autrefois dirigé par Jörg Haider, a été pressenti. En juillet 2001, cet idéologue nationaliste avait notamment donné des conférences dans le Tyrol à l'intention des jeunes Blokkers. La filiation semblait donc aller de soi. Moins évidente en revanche était l'invitation que le Vlaams Blok avait adressée au Parti du peuple danois. En 2002, lors d'une enquête sur les droites nationalistes européennes, l'un des mentors de ce parti avait montré carrément de la répugnance à l'encontre du Blok. «Ce ne sont pas des gens convenables», nous avait-il dit en découvrant l'histoire d'un parti qui plonge ses racines dans la collaboration. Le Parti du peuple danois, lui, a fait ses armes dans la lutte contre la rage taxatoire et l'immigration clandestine. Il entendait bien démontrer qu'on ne mélange pas les genres. Deux ans plus tard, les divergences de vue qui opposent le Front national de Le Pen à la très populiste Ligue des familles polonaise n'ont rien arrangé à l'affaire. Au bout compte, l'extrême droite n'a pas réussi à former son propre groupe.

Dispersion

Mais elle n'est pas seule. Tous les eurosceptiques se sont dispersés dans des groupes parlementaires déjà existants. Dix députés ont ainsi rejoint Indépendance et Démocratie (ID) qui totalise désormais 37 sièges. Quantité n'est pas qualité et la première des tares d'ID est sans surprise l'absence de cohérence de sa direction, partagée entre Nigel Farage de l'Ukip et Jan Peter Bond, un Danois qui est à l'Europe ce que Don Quichotte est aux moulins. La géogra-

phie du Parlement des «eurocritiques» doit encore mentionner les 27 membres de l'Europe des nations et des non-inscrits, où ont choisi de rester le Front national et le Vlaams Blok. Cerise sur le gâteau: Paul Van Buitenen, le Monsieur Propre néerlandais, a rejoint les Verts.

Cette division met un terme à la crainte de voir émerger un supergroupe parlementaire eurosceptique qui, disposant d'argent et d'une véritable structure, pèserait réellement dans la balance au moment de déterminer les orientations de l'UE. Mais il reste que 40 autres eurodéputés hostiles à la vision fédéraliste de l'UE ont intégré le Parti populaire européen (PPE-DE) et que leur capacité à influencer sur ce groupe pose au moins question. Essentiellement chrétien-démocrate à l'origine, celui qui reste la principale force du Parlement a de nouveau éclaboussé la toile de ses sensibilités en accueillant les neuf Tchèques de l'ODS, un parti opposé à la Constitution. Il y a fort à parier que les instances dirigeantes du PPE comptent sur leur étouffement au sein du groupe pour atténuer leur rage d'en découdre avec Bruxelles. Son président, l'ancien Premier ministre belge Wilfried Martens, aime citer l'exemple du Parti de la Liberté qui a perdu l'essentiel de ses plumes dans sa participation aux deux gouvernements Schüssel. Il omet d'ajouter que, dans ce cas précis, les nationalistes autrichiens avaient été «émasculés» par le renvoi de Jörg Haider en terres carinthiennes et qu'il l'Union avait –un temps au moins– veillé au grain.

La volonté du PPE-DE de garder le leadership au sein du Parlement européen et de tenir les socialistes du PSE à distance explique en grande partie les nombreuses alliances contre nature qui sont venues gonfler ses rangs. Mais peut-il en permanence jouer avec le feu? Avant-hier, il accueillait les conservateurs britanniques et le Forza Italia de Silvio Berlusconi. Hier, ces quarante eurosceptiques. Demain, il voudrait intégrer les «islamistes modérés» de l'AKP, le parti du Premier ministre turc Erdogan dont le pays pourrait accéder aux négociations d'adhésion en décembre prochain. Cette question du risque, Wilfried Martens préfère l'éviter en avançant que

l'AKP représentera la principale fraction du PPE. À le suivre, mieux vaut visiblement risquer le déséquilibre que de voir le parti turc rallier un autre groupe parlementaire.

Le doigt dans la plaie

La dilution des eurosceptiques entre plusieurs groupes et la diversité des critiques qu'ils vocifèrent au pied des murailles de l'Europe communautaire laissent penser que leur influence au sein de l'hémicycle strasbourgeois sera passablement réduite. En nouant un accord technique pour s'adjuger en juillet le perchoir du Parlement, le tandem PSE-PPE a rétabli sa mainmise sur les lieux. Bien que cette alliance ait été officiellement niée par les socialistes en ce qui concerne l'investiture de Jose Manuel Durao Barroso à la tête de la Commission, elle n'en a pas été moins à l'origine du succès rencontré par le Portugais devant les eurodéputés. Sauf renversement peu probable, le Parlement poursuivra son petit bonhomme de chemin, entre achèvement du marché unique et défense de l'environnement.

Alors, impuissants, les eurosceptiques? Susceptibles en tout cas de gripper la belle machine parlementaire en mettant comme souvent le doigt dans la plaie. Mais c'est d'avantage sur la scène nationale qu'il faut les attendre. Plus d'une dizaine de référendums sont annoncés en 2005 dans les Vingt-Cinq. Ils doivent conduire à la ratification de la Constitution européenne ou au contraire à son rejet. Ce type de consultation est un lieu privilégié pour qui sait allier l'émotivité à la politique. Dans ce contexte, le référendum britannique sera un moment à haut risque pour l'Union. Ce jour-là, les eurosceptiques de l'Ukip qui, rappelons-le veulent rendre la Grande-Bretagne aux Britanniques, auront dans leurs mains la possibilité de réorienter l'histoire du plus grand édifice économique et politique de la planète. A *real challenge, indeed...* ■

Impuissants, les eurosceptiques? Susceptibles en tout cas de gripper la belle machine parlementaire en mettant comme souvent le doigt dans la plaie.

Pascal Martin

¹ *Libération* du 25 juin 2004.

enfance

Belgique? Un fait divers vient parfois rappeler que les frontières économiques ne sont pas imperméables au sordide. À Bruxelles, le 27 mars 2004, un garçonnet de cinq ans était mené aux urgences d'un hôpital: il avait été battu, accusé de sorcellerie. Un cas exceptionnel, certes, mais qui est monnaie courante en République Démocratique du Congo depuis le début des années nonante.

Les hommes voyagent et, avec eux, leurs convictions et leurs coutumes. Assimilé à un «simple» cas de maltraitance grave matiné de «croyances d'un autre âge», ce fait divers sera vite relégué aux oubliettes de l'info. Cependant: combien de mômes accusés de la sorte, battus sans dommage physique, psychologiquement torturés pour un enfant hospitalisé? Combien d'enfants confiés aux prières des exorcistes pour un seul aux soins des psychologues ou des ethnopsychiatres? Difficile de jauger l'influence des démons dans une société occidentale empreinte de cartésianisme... Pourtant, les sorciers sont bien parmi nous et ce n'est pas une question d'ésotérisme mais de sociologie politique. Pour l'aborder sereinement, il faut savoir écouter les acteurs de ce drame moderne, les enfants accusés de sorcellerie, ceux qui s'en revendiquent haut et fort, ainsi que leurs exorcistes, pasteurs, pas tous illuminés, sévissant dans les églises de réveil congolaises¹ qui s'implantent lentement mais sûrement en Europe. La capitale de la RDC, Kinshasa, reste le lieu idéal pour observer leurs ravages: les combinaisons de facteurs sociaux, politiques et économiques y ont rendu le terrain propice, à la fois au développement de ces Églises et à l'explosion du phénomène des enfants dits sorciers.

Inutile de rappeler la guerre qui n'en finit jamais de finir, la déliquescence de l'État ou les hécatombes provoquées par le sida, autant de «preuves» de l'influence des forces occultes sur la société congolaise...

Bienvenue dans le Pandémonium congolais!

Les petits sorciers seraient ainsi des milliers à se fondre dans la horde mouvante des mômes des rues.

Qu'ils soient ex-enfants soldats, orphelins ou simplement rejetés par leurs familles, leur combat est le même: survivre à la faim et aux coups. Et tous sont stigmatisés car s'ils sont dans la rue, c'est qu'ils sont, peu ou prou, sorciers. CQFD. Les campagnes de sensibilisation tentent, tant bien que mal, de juguler le phénomène. Le vocabulaire, déjà, change: le politiquement correct impose «enfants dits sorciers» et non pas «enfants sorciers». Joseph Kabila, en personne, s'en est mêlé, tant l'ampleur des accusations devenait inquiétante². Aujourd'hui, les adultes les plus raisonnables avouent sans ciller: «*Ces enfants ne sont pas tous de vrais sorciers...*». Nous l'avons entendu de la bouche même d'un professeur de sociologie à Lubumbashi et d'étudiants juristes, spécialisés en droits de l'Homme, à Bruxelles.

Il est vrai que les histoires relatées par des mômes prétendument envoûtés, lors des séances publiques de délivrance dans les églises de réveil, ont de quoi empêcher les plus sceptiques de dormir. Elles reposent toujours sur la même trame narrative: l'enfant reçoit de la nourriture d'un adulte, le plus souvent. L'ingestion des aliments provoque l'envoûtement. Pendant la nuit, le sorcier ou la sorcière qui a donné la nourriture vient rendre visite à l'enfant pour l'emmener, par les airs, dans le «deuxième monde», un Kinshasa imaginaire où règnent les festins et la dépravation. L'enfant y consomme de la viande, parfois humaine. Son initiateur lui demande alors le sacrifice d'un proche pour compenser le don initial qui a provoqué l'envoûtement.

Comment j'ai tué mon père

«*Ma mère est morte quand j'avais six ans. C'est ma grande sœur qui l'a tuée*», nous a ainsi expliqué Aristote. À dix ans, il raconte son parcours d'enfant sorcier avec un aplomb désarmant. «*Comme ma grande sœur, j'ai été envoûté par ma grand-mère. Une nuit, elle est venue me voir dans mon sommeil et elle m'a offert du pain et du thé. C'est à partir de ce moment que j'ai commencé mes voyages astraux avec elle. Pendant ces expéditions dans le deuxième*

monde, je passais mes nuits à manger. Ensuite, elle m'a demandé de tuer papa en échange de son cadeau. J'ai d'abord refusé. Quand maman est morte, papa a beaucoup pleuré. Il a beaucoup prié aussi. Nous sommes allés voir de nombreux pasteurs. Nous sommes passés d'église en église, mais personne n'a réussi à nous délivrer du mal. Ma grand-mère insistait. Déjà, elle avait commandé le crime à notre grand frère mais il avait refusé. Pour se venger, elle a tué notre petit frère, le dernier. Il avait deux ans. J'avais très peur alors j'ai fini par accepter. Ma grand-mère m'a expliqué comment procéder pour que personne ne se doute de notre état de sorciers. Elle m'a dit que je devais affaiblir papa avec une maladie. Je lui ai donné une sorte de peste. Il s'affaiblissait de l'intérieur, de plus en plus, de jour en jour. Avec cette peste, nous avons réussi à capturer son âme. Un jour, ma grand-mère m'a fait signer un papier. Elle avait besoin de mon accord écrit pour que papa puisse mourir. J'ai fait une croix, papa est mort. Dans le vrai monde, les médecins disaient que papa avait la même maladie que maman». Le sida? Aristote acquiesce. «*Mais nous, dans le deuxième monde, nous savions bien que nous leur avons donné la peste. Le sida c'est juste une explication pour que l'on ne nous soupçonne pas d'avoir tué nos parents*».

Les histoires de ce genre circulent dans les quartiers, se multiplient et légitiment le développement des églises. Difficile d'ailleurs de savoir qui entretient le processus, des familles déboussolées par les drames ou des faux prophètes en mal de notoriété. Une chose est certaine: la multiplication des enfants sorciers profite aux prédicateurs en justifiant leur prise de pouvoir croissante. Elle soulage aussi les consciences de parents devenus incapables d'assumer leurs rôles. Que deviennent ces enfants, une fois l'accusation tombée? La plupart sont tout simplement jetés à la rue ou récupérés par des pasteurs qui les font travailler pour «l'œuvre de Dieu» en attendant la délivrance. Il ne faudrait pas pour autant conclure à la folie collective au risque de passer pour un occidentalocentriste forcené. La sorcellerie est une donnée culturelle, plus ou moins universelle, et en tout cas, fortement enracinée dans nombre de pays africains³.

Il n'y a pas à mettre en cause son existence pas plus que celle du mythe

œdipien dans les sociétés occidentales. Ce qui pose problème, dans le cas présent, c'est l'utilisation d'une réalité culturelle qui a une utilité sociologique dans un contexte politique complètement déstructuré. En d'autres mots, la sorcellerie traditionnelle est instrumentalisée. Elle a perdu sa raison d'être –qui était de résoudre les tensions et de renforcer la cohésion sociale– pour devenir le facteur explicatif de tous les maux qui accablent la société: le frigo est tombé en panne? C'est de la faute aux sorciers. Papa a perdu son travail, Maman est morte de la malaria, la récolte a été détruite: les sorciers, encore! Le coupable désigné est toujours celui qui occupe la place la plus marginale dans la famille: l'enfant né d'un premier lit, le neveu orphelin à charge de l'oncle maternel, la bouche de trop à nourrir. Il n'y a pas de logique, on ne cherche plus, comme jadis, à comprendre les motivations profondes du sorcier. L'accusation se suffit à elle-même et le drame, quel qu'il soit, fait office de preuve. Dans ce chaos thaumaturgique, les églises de réveil occupent de *facto* un terrain laissé vacant par l'État. Outre qu'elles sont pourvoyeuses d'emplois et d'espoirs, elles apportent des réponses à des familles déstructurées par le marasme économique, la guerre et les maladies. Elles sont autosuffisantes, ont leurs propres chaînes de télévision, leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs entreprises. Les petits sorciers sont leur raison d'être et ces derniers ont besoin des Églises pour être réintégrés dans la société par l'absolution d'une séance de délivrance. Le serpent se mord la queue.

Les enfants sont autant victimes qu'acteurs de cette frénésie sorcière. Ainsi, certains mômes prennent prétexte d'un ensorcellement pour quitter le foyer familial. Se poser en sorcier, vivre dans la rue peut être synonyme de liberté pour des enfants qui se débrouillent mieux que leurs parents dans la logique informelle. Conscients de leur puissance économique, de leur force –pensons aux enfants soldats– ils arrachent d'autorité ce que les adultes leur refusent: leur indépendance. Les fillettes, moins présentes dans la rue, ne sont pas en reste. Il n'est pas rare de croiser des petites de 10-12 ans vendant leurs corps sur les boulevards. «*Un mauvais esprit me pousse dans la rue pour faire la prostitution*», nous a raconté Marlène, 14 ans. Une manière de se dédouaner –«*ce n'est pas moi mais un mauvais esprit qui est en*

moi»– d'accepter l'intolérable. Mireille qui a commencé à onze ans reconnaît: «*Je sais que je peux gagner 50 dollars très facilement. Pourquoi retournerais-je à l'école?*».

En RDC, les démons ne disparaîtront pas de si tôt puisqu'ils se nourrissent d'un contexte géopolitique plus que chahuté. En Belgique, pourtant épargnée par les guerres et par la pandémie de sida, des Églises de réveil ont pris racine dans les quartiers d'immigration africaine. Elles ne désemplissent pas. Lieux de recueillement, de réinvention du lien social, de sou-tien psychologique, elles font, sans doute, œuvre utile. Et elles n'ont aucun mal à convaincre leurs fidèles que les sorciers œuvrent toujours et partout. Ici, les enfants sont, heureusement, moins systématiquement la cible des accusations: «*Car en Europe, il y a les droits de l'enfant. On est obligé de les croire même s'ils sont ensorcelés*», pestait un exorciseur de Kinshasa. Les adultes, en revanche, subissent les délations et les mauvais sorts. Ces derniers s'appellent chômage, solitude, dépression, haine...

Aurore D'Haeyer

Combien d'enfants confiés aux prières des exorcistes pour un seul aux soins des psychologues ou des ethnopsychiatres?

¹ Églises d'obédience pentecôtiste (famille du protestantisme) dont le nombre a explosé en Afrique centrale. Au Congo-Kinshasa, elles occupent l'espace public de manière intempestive et gèrent des pans entiers de la vie économique et sociale.

² «... il est important d'appeler le peuple à la vigilance à propos d'un phénomène qui se développe dangereusement dans notre pays, celui des enfants dits sorciers. Il s'agit d'une violation pure et simple des droits de l'enfant que toute conscience humaine doit désapprouver. J'invite donc les magistrats, chargés de protéger les faibles, spécialement les enfants, d'appliquer la loi avec toute sa rigueur en cette matière», a ainsi déclaré le président Joseph Kabila devant les membres de l'ACL-PT, le 27 janvier 2003, pour le deuxième anniversaire de son investiture.

³ Sur le sujet, consulter les ouvrages de Tobie Nathan (dont celui écrit en collaboration avec Isabelle Stengers, *Médecins et sorciers*, Coll. Les Empêcheurs de penser en rond) et de Filip De Boeck («Le deuxième monde et les enfants sorciers en République Démocratique du Congo», in *Enfants, jeunes et politique, Politique africaine* n°80, déc. 2000, édition Karthala).

Aurore d'Haeyer est l'auteur de «Enfants sorciers. Entre magie et misère», éd. Labor, coll. La Noria, 2004.

Le sabre, la machette et le goupillon Peut mieux (?) faire

L'Église doit payer

© AFP

The Magdalena sisters, le film de Peter Mullan (2003).

¹ Yve Laudy, correspondante à Washington de *La Libre Belgique*, a très honnêtement traité de cette affaire le 9 juillet 2004. Le silence du reste de la presse est assourdissant.

² Philippe Jacqué, «Irlande: l'école par qui le scandale arrive», *Le Monde de l'Éducation*, janvier 2004, pp. 56-57.

³ C'est la conclusion d'un observateur irlandais, Fintan O'Toole, cité par Philippe Jacqué.

⁴ Cf. *Le Soir* des 13, 14 et 30 juillet 2004.

⁵ Voir mon article «Laissez venir à moi...», *Espace de Libertés* n°279 (mars 2000), p. 3.

Autant l'Europe semble le continent de l'incroyance ou de la sécularisation, autant l'univers nord-américain paraît témoigner d'une religiosité qui nous semble contradictoire avec la modernité. Quand nous voyons des Églises louer ou acheter des stades de basket-ball taillés pour dix ou vingt mille spectateurs, nous avons le sentiment d'un univers qui n'est pas le nôtre et où tous les cultes sont comme poissons dans l'eau.

Mais tout a des limites et quand une Église commet ou laisse commettre trop de délits, même aux États-Unis, sa survie ne va pas sans peine.

Le chapitre 11

Telle est bien la situation de l'Église catholique américaine, qui doit au-

jourd'hui payer pour les crimes de ses ministres.

L'archidiocèse de Portland est au bout du rouleau¹. Trente-sept de ses prêtres ont été condamnés pour pédophilie et il a déjà dû régler 53 millions de dollars de dommages. Un nouveau procès vient de s'ouvrir et cinquante victimes réclament 130 millions de dollars.

Devant l'impasse et le risque d'être contraint de vendre toutes les écoles et les églises dont il est propriétaire, l'archidiocèse de Portland a innové. Il a usé d'une procédure courante pour les sociétés industrielles et commerciales américaines, le recours au «chapitre 11». C'est une procédure quelque peu semblable au concordat et qui empêche la mise en faillite d'une société, moyennant différentes conditions dont l'ouverture de ses livres comptables à la Justice.

L'archevêque de Tucson –qui a déjà payé 20 millions de dollars– songe à adopter la même procédure tandis que celui de Boston, plus courageux ou plus riche, a préféré fermer cinquante paroisses et les vendre.

Actuellement, l'Église catholique américaine a déjà versé 650 millions de dollars d'indemnités aux victimes des prêtres pédophiles et ce n'est pas fini.

On continue aujourd'hui à se voiler la face sur une affaire des plus claires: dans la société contemporaine, la relation difficile avec le sexe et le célibat des prêtres font de l'Église catholique un repaire de désaxés sexuels. Ceux-ci représentent une proportion anormale de ses agents.

Les industrial schools irlandaises

Le cas américain n'est pas si isolé. Le film *Magdalena Sisters* a fait connaître ces sortes d'internats irlandais à la discipline de fer, gérés par des ordres religieux catholiques où l'on enfermait des enfants dits «à problèmes», en réalité des adolescentes dont un flirt avait déplu, des jeunes filles violées, des filles-mères ou tout simplement des pauvres. 130 000 en-

fants sont passés par ces *industrial and reformatory schools* dont la dernière a été fermée en 1984. Aujourd'hui les plaintes en justice des survivants pleuvent: 2 700 dossiers sont actuellement déposés².

Comme juridiquement les enfants étaient confiés par l'État aux ordres religieux, c'est l'État irlandais qui a dû créer une agence indépendante, le *Redress Board* pour indemniser les victimes.

Les ordres catholiques ont accepté de financer partiellement l'agence à hauteur de 128 millions d'euros.

Le premier ministre irlandais, Bertie Ahern, a présenté les excuses de l'État irlandais à toutes les victimes le 11 mai 1999.

Dans ces *industrial schools*, il n'y avait pas que de la pédophilie mais un sadisme certain de la part des religieux comme des religieuses. Était-ce le fait de prêtres dévoyés ou «le résultat d'un corpus cohérent de croyances» joignant puritanisme sexuel, sadisme et conservatisme social? Ces enfants pauvres ne devaient-ils pas être traités en responsables de leur pauvreté?³

Selon que vous serez...

En comparaison, la découverte au séminaire de Sankt-Pölten en Autriche de photos pornographiques dans les ordinateurs des prêtres et les dénégations de l'évêque ultra-conservateur Krenn⁴ sont encore peu de choses. Le pays de Jörg Haider peut encore protéger les meilleurs amis de Jean-Paul II.

Comme d'habitude en Belgique, on demeure aussi discret que possible⁵. Sur le continent, payer n'est pas encore à l'ordre du jour.

Il n'empêche, l'Église catholique finit par payer le prix de ses crimes et de ses faiblesses. Quand on pense qu'elle veut pourchasser ce qu'elle appelle les sectes... C'est l'histoire de la paille et de la poutre ou du «selon que vous serez puissant ou misérable...».

Patrice Dartevelle

Vierge en bois polychrome, Rue (Somme, France).

Voici un livre utile mais un peu long qui dénonce des habitudes et des attitudes passées et plus qu'ambiguës de l'Église*.

En sa qualité de secrétaire général chargé des relations internationales du parti social-chrétien, l'historien Léon Saur a suivi de près les événements tragiques du Rwanda dont il analyse les causes profondes. Selon lui, l'Église romaine porte une lourde responsabilité dans le génocide rwandais. Ne voulant pas mettre en péril ses relations avec le pouvoir en place qui servait ses intérêts et son rêve de bâtir un «royaume chrétien» au cœur de l'Afrique, elle n'a jamais dénoncé les violations des droits de l'Homme et elle s'est compromise en protégeant des ecclésiastiques rwandais soupçonnés d'avoir participé au génocide. En outre, elle a contribué à la banalisation du mal en y renforçant les tendances ethnisantes au lieu de les atténuer. De fait, dans un premier temps, les missionnaires rêvaient de bâtir un Rwanda de type médiéval où une aristocratie tutsi commanderait à une paysannerie hutu sous l'autorité du pouvoir colonial. Par la suite, à partir des années cinquante, l'Église, procédant à un renversement d'alliance, fut gagnée à la cause hutu et contribua à creuser davantage le fossé ethnique. Avec les conséquences que l'on sait.

Ayant ainsi dénoncé l'attitude ambiguë de l'Église au Rwanda, l'auteur rappelle que, depuis Constantin, elle fut l'alliée traditionnelle des puissants et a souvent cautionné les régimes les moins fréquentables. La liste des griefs est longue. Pour n'en retenir que quelques-uns, mentionnons l'ambiguïté de Pie XII à l'égard du nazisme et l'antijudaïsme chrétien qui fit le lit de l'antisémitisme racial. Du même acabit fut l'intervention du Saint-Siège auprès du gouvernement britannique en faveur du général Pinochet lorsque celui-ci était assigné à résidence au Royaume-Uni. Pinochet était en effet un catholique pratiquant qui disait défendre son pays contre l'idéologie athée des communistes, et l'on sait que, contre le matérialisme, l'Église a toujours encouragé l'émergence de régimes nationaux-catholiques et autoritaires. Tout aussi significatives furent l'hostilité du Vatican à l'égard de la théologie de la libération, dénoncée comme une déviation marxisante, et sa propension à opter pour une stratégie de conversion des élites via l'Opus Dei ou le mouvement charismatique.

Dans la foulée, l'auteur dénonce également (et ce point est sans doute l'un des intérêts majeurs de ce livre percutant mais un peu fastidieux) «les amitiés douteuses de la Mère de Dieu». Les mariophanies sont rarement politiquement neutres. Les apparitions de la Vierge furent en effet souvent récupérées par des régimes forts: celles de Fatima servirent de fondation idéologique à Salazar, celles de Medjugorje en Bosnie-Herzégovine furent exploitées à des fins nationalistes par les Croates, et celles de Kibeho au Rwanda transpiraient de même l'extrémisme de droite et l'ethnisme. La Vierge comme le Saint-Esprit semblent enclins à cousiner avec des idéologies et des personnes situées à l'extrême droite. L'Église, nostalgique de l'Ancien Régime, cultive encore et toujours une représentation aristocratique du monde caractérisée par une alliance entre le trône et l'autel. Son organi-

sation –sa structure pyramidale– témoigne de cette nostalgie d'une société hiérarchisée: le pape lui-même est le chef suprême, désigné à vie, et non le *primus inter pares*, tandis que l'infailibilité pontificale réduit à presque rien la collégialité des évêques, eux-mêmes désignés par le seul pape et non par un suffrage universel des baptisés du diocèse. En d'autres termes, l'Église demeure une monarchie absolue de droit divin, une société autoritaire et inégalitaire. De ce passéisme découlent également son attitude vis-à-vis des femmes exclues des charges ecclésiastiques et de l'homosexualité considérée comme un dérèglement, ainsi que sa condamnation de l'IVG et de toute contraception non naturelle.

Les propos de Léon Saur ne peuvent cependant être réduits à un pamphlet anticlérical. Certes, Jean-Paul II y est défini comme un catholique intransigeant et intégral. Certes, l'auteur décoche ses flèches contre une institution centralisatrice, figée dans son aveuglement doctrinal, mais il appelle aussi de ses vœux (pieux?) l'émergence d'une Église qui cesserait de tourner le dos à la modernité issue des Lumières, d'une Église moins romaine et plus démocratique, qui accepterait un véritable dialogue interreligieux –celui-là que semblait promettre Vatican II–, qui surmonterait sa difficulté à se mettre vraiment à l'écoute d'une pensée autre que la sienne, au lieu de rester installée dans ses propres certitudes et dans sa prétention arrogante à détenir la vérité. Car, pour Léon Saur, «une conversion de l'Église romaine à la modernité permettrait à l'Évangile de devenir une fantastique source d'inspiration et de mobilisation démocratique pour un monde plus solidaire et plus juste». Ainsi rebâtie, l'Église aiderait, selon lui, au réenchantement du monde soumis aux horreurs de la pensée unique et du néolibéralisme. Pour cela, il faudrait que l'Église reprenne le travail là où Vatican II l'a laissé et accepte sa remise en question. Ce serait, pour le coup, un miracle...

Xavier De Schutter

* Léon Saur, *Le sabre, la machette et le goupillon. Des apparitions de Fatima au génocide rwandais*, Ed. Mols, Coll. Autres regards, 2004. Préface de Jean-Pierre Chrétien, 447 pages.

L’animal et l’architecte

L’animal est partout, dans la vie, dans l’art, dans l’architecture. Il est un compagnon, un ami, un adversaire, un symbole. Il est un miroir de notre société, de nos valeurs, de nos peurs. Il est un langage, un code, un secret. Il est un défi, une aventure, une découverte. Il est un monde, un univers, une histoire. Il est un animal.

L’animal est partout, dans la vie, dans l’art, dans l’architecture. Il est un compagnon, un ami, un adversaire, un symbole. Il est un miroir de notre société, de nos valeurs, de nos peurs. Il est un langage, un code, un secret. Il est un défi, une aventure, une découverte. Il est un monde, un univers, une histoire. Il est un animal.

L’animal est partout, dans la vie, dans l’art, dans l’architecture. Il est un compagnon, un ami, un adversaire, un symbole. Il est un miroir de notre société, de nos valeurs, de nos peurs. Il est un langage, un code, un secret. Il est un défi, une aventure, une découverte. Il est un monde, un univers, une histoire. Il est un animal.

L’animal est partout, dans la vie, dans l’art, dans l’architecture. Il est un compagnon, un ami, un adversaire, un symbole. Il est un miroir de notre société, de nos valeurs, de nos peurs. Il est un langage, un code, un secret. Il est un défi, une aventure, une découverte. Il est un monde, un univers, une histoire. Il est un animal.

Louis Herman De Koninck (1896-1984): Vitraux pour le débit de vins d’Espagne *Le Perroquet*, rue de la Reine 17 à Bruxelles, 1922. © AAM, Bruxelles.

Indissociable des grands chantiers architecturaux, l’animal totemique défend, protège, sanctifie et interroge de manière universelle et intemporelle. Penser à l’Égypte pharaonique, c’est évoquer le sphinx de Gizeh ou l’allée des béliers à Karnak, mais ailleurs ce sera la terrasse des éléphants à Angkor ou le serpent à plumes des temples mayas du Mexique.

Réel ou mythique, l’animal, avant de devenir vulgaire enseigne publicitaire, fut d’abord investi d’une fonction symbolique et sacrée: dragons et lions gardaient l’entrée du temple ou de l’église.

Au plus lourd, au plus bas dans l’édifice, l’éléphant porte et soutient alors que l’aigle aux ailes déployées triomphe sur les arcs et que

le coq joue les girouettes sur les clochers, rappelant sans doute la versatilité de saint Pierre.

Si l’Art Nouveau –de Vienne à Irun– aime les chauve-souris et les chouettes, l’Art Déco leur préféra le perroquet, moins énigmatique mais ô combien plus coloré!

L’animal est parfois associé à une ville entière, ainsi Turin (*Torino*) est dédiée au taureau et comment imaginer Belfort ou Waterloo sans lion?

Découragés de ne pouvoir prendre Troie, les Grecs allaient lever le siège lorsque le rusé Ulysse imagina un cheval géant en bois où se dissimuleraient des guerriers; ainsi naquit la première construction zoomorphique habitée. Depuis l’idée a fait son chemin, souvenons-nous de l’éléphant édifié à Paris, place de la Bastille en 1810, Victor Hugo y fit loger son Gavroche et le cinéaste Baz Luhrman l’utilisa –de manière anachronique– dans son délirant *Moulin Rouge* pour les besoins de Toulouse-Lautrec et de ses amis. Risée des Parisiens, cet éléphant tomba sous les coups de pioche en 1848. Si les

L’animal est partout, dans la vie, dans l’art, dans l’architecture. Il est un compagnon, un ami, un adversaire, un symbole. Il est un miroir de notre société, de nos valeurs, de nos peurs. Il est un langage, un code, un secret. Il est un défi, une aventure, une découverte. Il est un monde, un univers, une histoire. Il est un animal.

Wilhelm Dahlerup (1836-1907), Tour de la brasserie Carlsberg à Valby (Copenhague, Danemark): 1901. © Royal Library of Denmark.

L’animal est partout, dans la vie, dans l’art, dans l’architecture. Il est un compagnon, un ami, un adversaire, un symbole. Il est un miroir de notre société, de nos valeurs, de nos peurs. Il est un langage, un code, un secret. Il est un défi, une aventure, une découverte. Il est un monde, un univers, une histoire. Il est un animal.

L’animal est partout, dans la vie, dans l’art, dans l’architecture. Il est un compagnon, un ami, un adversaire, un symbole. Il est un miroir de notre société, de nos valeurs, de nos peurs. Il est un langage, un code, un secret. Il est un défi, une aventure, une découverte. Il est un monde, un univers, une histoire. Il est un animal.

L’animal est partout, dans la vie, dans l’art, dans l’architecture. Il est un compagnon, un ami, un adversaire, un symbole. Il est un miroir de notre société, de nos valeurs, de nos peurs. Il est un langage, un code, un secret. Il est un défi, une aventure, une découverte. Il est un monde, un univers, une histoire. Il est un animal.

Français n’avaient guère apprécié leur pachyderme, les New-Yorkais s’engouèrent pour une version éléphan-tesque allégée en tôle et bois construite à Coney Island en 1884. Cet hôtel qui abritait 37 chambres s’envola malheureusement en fumée en 1896.

Depuis 1997, Bangkok s’enorgueillit d’un immeuble de bureaux de 34 étages en forme d’éléphant stylisé où le gigantisme se dispute hélas au plus mauvais goût. Mais qu’il soit sacré, fonctionnel, kitsch, commercial ou ludique, l’animal reste indissociable de notre environnement architectural quotidien.

Le musée d’architecture vous propose, à travers de nombreux documents, objets, fragments et photos, un passionnant itinéraire iconographique en forme de jeu de piste: du plus pur style classique aux enseignes publicitaires, voici l’animal familier ou exotique soumis aux caprices bienveillants des architectes. Cherchez dorénavant la petite bête!

Ben Durant